

La revue catholique des idées et des faits

UT SINT UNUM!

vendredi 5 mars 1926

Sommaire :

La diplomatie et le problème de la sécurité
Le catholicisme en Angleterre
Orthodoxes
Un entretien avec M. Jacques Copeau

Comte de Saint-Aulaire
Hilaire Belloc
M. de la Taille, S. J.
Yvan Lenain

Les idées et les faits : Chronique des idées : La sépulture du Cardinal Mercier,
Mgr J. Schyrgens. — Autriche. — Ukraine.

La Semaine

◆ L'Allemagne va entrer dans la Société des Nations et recevoir un siège permanent au sein de son Conseil.

Et la Pologne, et l'Espagne et le Brésil, réclament eux aussi des sièges permanents.

Sans exagérer ni l'importance de la Société des Nations, ni celle de son Conseil, il n'en est pas moins évident que la Pologne a plus de droits que l'Allemagne. L'existence de la Pologne est une garantie de paix européenne, comme d'ailleurs celle de la Belgique. La Prusse reste la grande menace de guerre.

Et il serait assez piquant de voir se cristalliser l'esprit de Locarno d'une part, dans une espèce d'apothéose de l'Allemagne, d'autre part, dans une humiliation de la Pologne, pays le plus exposé aux attaques de la politique allemande.

Quant à la Belgique, le comble du comble serait une coïncidence entre l'entrée de l'Allemagne dans la S. d. N. et... la sortie de la Belgique du Conseil.

De Genève, nous n'attendons ni tout, ni rien. Nous ne croyons ni à une ère nouvelle, ni à un esprit nouveau, ni à des Etats-Unis d'Europe, unis par la Fraternité et le Progrès. Genève ne peut être que le miroir des nations, et les nations valent ce que valent les morales qui dominent chez elles.

La déchristianisation de l'Europe ne permet pas d'espérer que Genève puisse être autre chose qu'un champ clos où influences et intérêts s'affronteront sans rien pour les discipliner et les contenir. L'œuvre technique de la S. d. N. est grande déjà et rendra d'inappréciables services. Son œuvre politique laisse sceptique...

Plus intéressés que quiconque à la paix européenne, parce que victime toute désignée aux abus possibles de la force brutale, la Belgique regrette l'impuissance de Genève. Mais à quoi servirait-il de s'illusionner ?...

Bruxelles : 11, Boulevard Bischoffsheim.

(Tél. : 220.50; Compte chèque postal : 489.16)

Crédit Général Liégeois

CAPITAL : 90,000,000 SOCIÉTÉ ANONYME RÉSERVES : 26,000,000

SUCCURSALE DE BRUXELLES :
68, Rue Royale et 35, Rue des Colonies

BUREAUX

BRUXELLES-MARITIME, 30, Place Saintelette
VILVORDE, 18, Rue de Louvain
FOREST, 14, place Saint-Denis

□ □ □

Ne conservez pas votre argent sans lui faire produire un intérêt, même si vous en prévoyez l'emploi dans un délai prochain. Placez-le à court terme au **CRÉDIT GÉNÉRAL LIÉGEOIS**, qui bonifie actuellement :

En compte de QUINZAINE (préavis de 3 jours) . . . 6.00 %
En compte à UN MOIS (préavis de 3 jours avant le 15) . 6.25 %
En compte de SIX MOIS (au 15 ou au 20 du mois) . 6.75 %

Avec facilité de retrait anticipé :

1° Après le cinquième mois 6.65 %
2° Après le quatrième mois 6.55 %
3° Après le troisième mois 6.45 %
4° Après le deuxième mois 6.35 %
5° Après un mois 6.25 %

Ces placements temporaires, très avantageux, peuvent être faits par sommes rondes : 500 francs minimum et multiples de 500 fr.

L'Italie La Côte d'Azur L'Algérie L'Égypte Croisières en Méditerranée

VOYAGE AUTOUR DU MONDE

Billet valable pendant deux ans

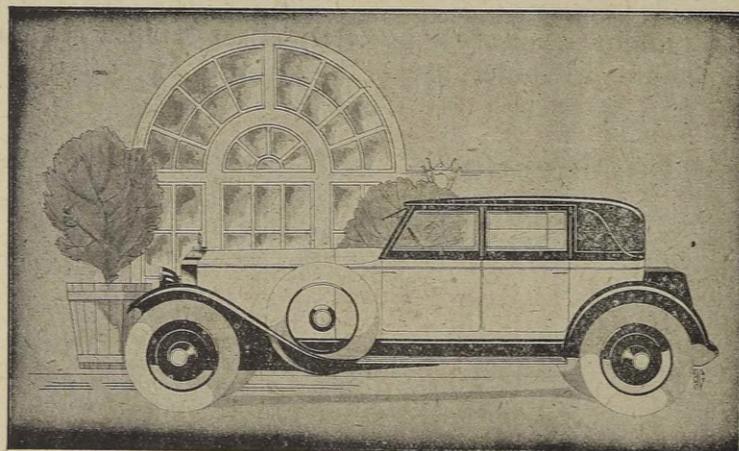
Billets de chemin de fer pour tous pays
Billets de navigation aux tarifs officiels
Places réservées - Places de luxe

*Les meilleures combinaisons sont assurées
et étudiées par notre département :*
VOYAGES A FORFAIT

*Renseignements et programmes types fournis gratuitement
sur demande*

LE GLOBE avenue Louise, 3
BRUXELLES

Succursale : 41, Avenue de France 41, ANVERS



CARROSSERIE

VAN DEN PLAS

Soc. An. Bruxelles Soc. An.

présente

sa nouvelle

Conduite Intérieure

SPORT

TAPIS
BATTAGE NETTOYAGE TEINTURE DÉSINFECTION

TEINTURERIE A L'HYGIÈNE

Fondée en 1851

J^N & J^H TOBY FRÈRES

2-4-6, rue Louis Hap, ETTERBEEK

Téléphone 324,96

GRANDE MAISON de BLANC

Rue Marché aux Poulets BRUXELLES

Première Communion



BENITIER
cristal, application vieil argent 42



COURONNE
tulle et soie, ornée rubans

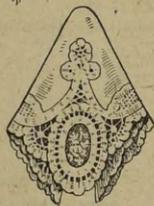
12.90
9.90 et 7.90



CHAPELETS
boule cristal chaîné métal argenté 3.95
argent, qualité extra 25 et 15.50



BOITE décorée métal argenté garni d'un joli chapelet 17

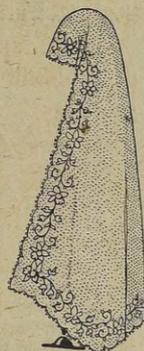


POCHETTE linon, ornée dentelle Luxeuil 5.90 et 4.50



GANTS chevreau pour enfants, blancs et couleurs 10.50

AUMONIERE
voile, orné rubans 12.90
8.90 et 5.25



VOILE tulle, jolie guirlande brodée 1^m20 x 1^m75 29, 22.90 et 17.90



CHEMISE 1^{re} communion shirting extra, devant reps à plis 8 ans 15.50

1 en plus par taille



COL percale extra 3.75



BAS pour 1^{re} communion coton blanc uni 3.75 à côtes 8.25

fil mercerisé blanc et nuances mode 10.50
AUMONIERE pongée, orné plis et rubans 22.50, 19.90 et 16.90

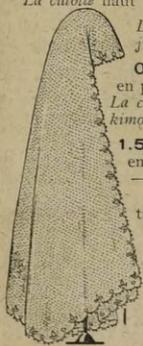


PARURE batiste chiffon, ornée jours et pois brodés main

La chemise jour haut 0^m35 3.50
La culotte haut 0^m25 5.50

La combinaison-jupon haut 0^m40 0.75 4.90
en plus par 0^m05

La chemise nuit kimono haut 0^m50 1.50 7.40
en plus par 0^m05



VOILE brodé, tulle extra, mailles fortes 1^m15 x 1^m45

19.90
14.90
10.90

ROBE crêpe de chine pure soie, double jupe formant godets, corsage garni broderie haut 0^m80 5 en plus par taille 179



COURONNE nansouk plissée, garnie perles et ruban

PLAQUETTE onyx, orné sujet artistique, vieil argent 69

19.50, 17.90 et 15.90



ROBE voile qualité extra, garnie jours à la main et plis haut 0^m80 3 en plus par taille 55
La même en crêpe de Chine pure soie 95

ROBE haute couture formant tunique, crêpe Georgette pure soie, extra, orné dentelle haut 0^m80 7 en plus par taille 235 de Chine 159
La même en crêpe

GANTS pur fil pour enfants, blanc et noir 2.45

CREPE TANAGRA mi-soie, blanc, noir et nuances mode Larg 1^m Le Mètre 12.50

BENGALINE pure laine, très flou, blanc et nuances nouvelles Le Mètre 19.50

CREPE DE CHINE pure soie, extra, blanc, noir et tons mode Larg 1^m Le Mètre 29

CHOCOLAT

**D
U
C**

CHOCOL



DU C ANVERS

La

**Grande
Marque
Belge**



Tailleur - Couturier

- Fourreur -

CHEMISES

CRAVATES

COLS

DUPAIX

TÉLÉPHONE 23116

CHAPEAUX

CANNES

PARAPLUIES

27, Rue du Fossé-aux-Loups, Bruxelles

“SWAN”

**CRÉDIT
ANVERSOIS**

SOCIÉTÉ ANONYME

Capital : Fr. 60,000,000

Réserves : Fr. 15,500,000

SIÈGES :

ANVERS : 36, Courte rue de l'Hôpital

BRUXELLES : 30, Avenue des Arts

175 SUCCURSALES ET AGENCES EN BELGIQUE

SIÈGES :

FILIALES :

à PARIS

20, rue de la Paix

à LUXEMBOURG

55, Boulevard Royal

BANQUE - CHANGE - BOURSE

La diplomatie et le problème de la sécurité

J'obéis à un élan de mon cœur en vous disant, tout d'abord, ma joie d'être au milieu de vous et ma fierté d'être appelé à prendre la parole devant vous. Jusqu'ici, les hasards, hostiles en cela, de ma carrière ne m'avaient pas permis de visiter la Belgique. Je l'avais toujours regretté, avant même les événements formidables qui ont transformé l'ancienne amitié de nos deux pays en une jeune et immortelle fraternité. Depuis cette épopée qui a placé votre patrie si haut dans la reconnaissance de la mienne et dans l'admiration des peuples, la sympathie qui m'attirait vers vous est devenue un sentiment plus fervent, sentiment fraternel puisque je suis Français, mais aussi quelque chose de plus, sentiment religieux, votre capitale étant désormais un des lieux sacrés du monde, la cité par excellence de l'idéal le plus rare, l'idéal en action.

Devant un pareil auditoire, mon dessein doit être modeste. Je ne prétends pas vous apporter la vérité, mais la sincérité, qui est un des chemins de la vérité. Je n'oublie pas que la politique n'est que la première des sciences inexactes, la première par son inexactitude, non par sa dignité. Je n'ai donc pas non plus l'outrecuidance, pourtant très répandue de nos jours, de vous apporter une solution du problème de la sécurité. Dans l'océan de controverses qu'il soulève, nous tâcherons, sous les remous et miroitements de la surface, de découvrir le sens des courants de fond. Nous jeterons quelques coups de sonde dans la mer, quelques coups d'œil dans le ciel, afin, comme disent les marins, de faire le point, ce qui est le premier point pour faire sa route ou, du moins, pour la chercher.

C'est vous dire aussi que je ne prétends pas traiter une question qui est inépuisable. Traitée, elle mériterait de l'être surtout au sens médical du mot. La sécurité est bien malade si l'on en juge par le nombre des consultations, je veux dire des conférences qui se multiplient à son chevet. Son cas est d'autant plus grave que sa « nurse », la diplomatie, est elle-même bien malade. S'il s'agit de la vieille diplomatie, celle des ambassadeurs, on nous dit même qu'elle est morte ou du moins agonisante; ou mieux, elle est atteinte de paralysie générale. Quant à la jeune diplomatie, celle des hommes politiques, elle serait, si nous en croyons son aînée qui, évidemment, radote, frappée d'une incurable cécité. Entre les deux la sécurité ne se sent pas en sûreté. Leur double disgrâce est d'autant plus funeste que, loin de s'entr'aider, comme dans la fable, l'une portant l'autre qui la guide, les deux infirmes s'ignorent ou se querellent, de sorte qu'elles nous donnent le lamentable spectacle, l'une, d'une clairvoyance impuissante, l'autre, d'une agitation aveugle.

S'il en est ainsi, c'est l'effet de causes profondes et générales qui expliquent les fautes individuelles et même souvent les absolvent. Il m'est donc facile d'éviter à l'égard des personnes à la fois la critique et l'éloge, le réquisitoire qui serait sans équité, le dithyrambe qui serait sans objet.

L'orthopédie du monde nouveau, né de la guerre, n'est pas dans les moyens de la seule diplomatie. Je ne la promulguerai pas. J'examinerai simplement le sujet, ou le malade, avec le souhait, sinon l'espoir que cet examen suggère un diagnostic juste, condition première d'un traitement approprié. Après avoir constaté que la fin essentielle de la diplomatie est la sécurité, nous rechercherons, si vous le voulez bien, en quelle mesure, ses méthodes, ses

doctrines et ses résultats sont en concordance avec cette fin. Je tâcherai d'isoler ces éléments du problème. Cependant, s'il m'advient de les mêler quelque peu, vous me le pardonnerez et, peut-être même, m'approuverez en pensant que cet entretien ne serait pas adapté à son objet s'il ne reproduisait un peu du désordre et de la confusion qui y règnent.

* * *

Que la sécurité soit la fin essentielle de la diplomatie, il est bien superflu de le démontrer, surtout ici. Ce n'est pas, je le sais, l'avis de tout le monde. Nous entendons dire souvent que, dans les sociétés modernes, les questions économiques priment les questions politiques. On proclame que le développement des rapports d'affaires entre les peuples est la fin suprême des gouvernements, d'autant plus qu'il serait aussi le moyen suprême de la sécurité. En vertu de l'interdépendance croissante de toutes les parties du monde, la prospérité de l'une ne suppose-t-elle pas celle des autres, et cette solidarité des intérêts, n'est-elle pas la garantie la plus solide contre la guerre où ils voient tous le pire des cataclysmes.

Sans doute, l'interdépendance économique est, parfois, une garantie de paix. Elle peut aussi créer un danger de guerre. Ce qui importe, ce n'est pas le développement des intérêts, c'est leur harmonie; et, non seulement leur harmonie entre eux, mais aussi, mais surtout, leur harmonie avec le cadre politique qui les contient et avec les forces morales qui les dominent. Si cette double harmonie est rompue, l'importance des intérêts accroît la gravité de leur conflit et leur interdépendance le généralise.

Je me reprocherais de démontrer devant vous la double primauté même pratique, de la morale sur la politique et de la politique sur l'économique. Aux évidences qui l'imposent, s'ajoute pour m'en convaincre, la première et, je crois, la seule leçon, vraiment utile, de diplomatie, qui m'ait été donnée. Vous me pardonnerez d'en évoquer le souvenir, car elle oriente plus que jamais ma conception de la sécurité. Je la dois à mon premier chef, simple sous-chef de bureau, préposé à l'initiation des jeunes attachés. Il s'acquittait de cette tâche avec plus de respect pour la vérité que pour les institutions. Aussi, passait-il pour réactionnaire, ce qui lui permettrait de faire aujourd'hui figure de précurseur, ses hérésies d'alors étant en voie de devenir des dogmes.

Dès le lendemain de mon entrée dans la carrière, je fus convoqué dans son bureau. Ce bureau donne, comme tous les bureaux du Quai d'Orsay, sur l'esplanade des Invalides. C'est ce qui suggère aux étrangers mal informés une double et contradictoire hypothèse: les uns pensent que le Quai d'Orsay est une succursale des Invalides; les autres croient que Napoléon I^{er}, profitant du voisinage, sort de son tombeau pour inspirer la politique française. La légende de l'Impérialisme français n'a pas d'autre base. Les étrangers oublient que notre Quai d'Orsay a, de l'autre côté des Invalides, un autre voisin plus vivant que l'ombre du grand Empereur, le Palais Bourbon, siège de notre Chambre des Députés.

Cette double particularité topographique suggérerait à notre initiateur des propos factieux et d'autant plus judicieux: je suppose, nous disait-il, que le génie tutélaire de la France a placé le Ministère des Affaires étrangères entre le tombeau de Napoléon et le berceau d'un autre fléau, notre parlementarisme, pour l'inviter à se tenir à égale distance de l'impérialisme et du pacifisme qui

(1) Conférence prononcée à Bruxelles, à la tribune des Conférences Cardinal Mercier (Grandes Conférences Catholiques).

fait la force des assemblées et la faiblesse des États. Actuellement, c'est du Palais Bourbon que nous vient l'air le plus pernicieux. Il est sujet à des sautes de vent qui nous apportent, en moyenne, tous les six mois, un nouveau Ministre dont tout le programme consiste à prendre le contre-pied de celui de son prédécesseur. En cela, du moins, nous avons une tradition. Mais, c'est la seule, la tradition de l'incohérence dans le tumulte, au lieu de la continuité dans le silence, principe de toute grandeur nationale. » Et, désignant alternativement d'un doigt vengeur le Palais Bourbon et le Quai d'Orsay, il conclut : « Pas de diplomatie possible, ni de paix durable, aussi longtemps que ceci dominera cela. »

C'était exagérer un peu. La vie pratique se joue parfois des antinomies de la raison pure. J'ai connu, parmi ceux qui eurent le temps de donner leur mesure, de grands parlementaires qui furent d'excellents ministres des Affaires étrangères. Je ne les nommerai pas. Ainsi, ils se reconnaîtront tous, dans ce signalement.

Ce contempteur du parlementarisme professait aussi que les parlements, asservis à des intérêts subalternes et passagers, ceux de la tactique (il disait de la cuisine) électorale, sont incapables de s'élever à la conception des intérêts supérieurs et permanents du pays. Il estimait, d'ailleurs, que le culte des intérêts est contraire à l'intérêt bien entendu de l'humanité. En dépit des oracles, alors indiscutés, des économistes, il voyait dans l'industrialisation du monde le plus grave danger de l'avenir, parce qu'elle engendrerait entre les peuples une concurrence implacable et que son principal résultat serait d'armer la barbarie contre la civilisation. Selon lui, l'Europe ne pourrait maintenir sa suprématie et la paix que par la réforme intellectuelle et morale de ses dirigeants. C'était là, à ses yeux, un idéal vraiment digne de ce nom, c'est-à-dire irréalisable, condition de tout idéal, puisqu'il cesse d'en être un en devenant un fait.

Je ne prolongerai pas cette leçon de choses. Vous me la pardonnez puisque, dans cette leçon c'est moi l'élève et puisqu'elle explique, si elle ne suffit pas à la justifier, les idées directrices que j'ai l'honneur de vous proposer. Elles se ramènent à la formule suivante : si la fin de la diplomatie est la sécurité, on ne peut l'atteindre qu'en visant très haut, très au-dessus des intérêts quotidiens et des contingences parlementaires qui, le plus souvent, absorbent et aveuglent les gouvernements, ce qui implique une double subordination, celle de la politique intérieure à la politique extérieure et celle de la matière à l'esprit.

Aujourd'hui, dans les pays démocratiques, cette formule est renversée. Ce qui caractérise la politique extérieure, ce double et corrélatif phénomène : c'est la parlementarisation de la méthode et la matérialisation de la doctrine.

* * *

Parlementaire, la politique extérieure l'est dans son inspiration ou son manque d'inspiration : elle est dominée, chez les gouvernements, par le souci de conserver une majorité dans les Chambres, et, chez les élus, par le souci de conserver une majorité d'électeurs. La foule des électeurs étant inconstante et ignorante, surtout en politique étrangère, dont elle se désintéresse, sauf quand il est trop tard, une diplomatie qui dérive — c'est vraiment le mot — du régime électif est affectée de l'incompétence et de l'incohérence inhérentes à sa source.

Parlementaire, la politique extérieure ne l'est pas moins dans sa procédure. Elle se fait entièrement dans les conférences qui sont des réunions de parlementaires, soumises aux rites parlementaires. Les séances plénières y enregistrent des accords préparés ailleurs, dans des entretiens privés, comme, dans les Chambres, ils le sont par le travail secret des couloirs. Ou bien, toujours comme dans les Chambres, les séances sont remplies par des discours qui, se donnant pour des actes, ne sont que des attitudes calculées en vue d'un effet à produire sur la galerie. Ce sont de ces paroles qui méritent d'être qualifiées de paroles purement verbales, parce qu'elles n'expriment pas plus la vérité qu'elles déterminent l'action. Discours qui reproduisent longuement ce que la presse répète depuis longtemps et auxquels leurs auteurs, parfois éminents, se résignent en se disant, j'imagine, que la volonté d'être banal est le signe des forts parce qu'elle est la condition de leur ascendant sur les foules. La presse en dit même, dans ses moments d'indépendance et de lucidité, plus long qu'eux. Notamment, elle a dénoncé les périls du système. Ils se résument en trois mots : *Improvisation* — les questions, en dépit des programmes pré-

lables, surgissant inopinément au gré de délégués qui se donnent des instructions à eux-mêmes — ; *précipitation* — la conférence étant close non d'après les nécessités objectives de la négociation, mais d'après les obligations parlementaires des délégués — ; *indiscrétion* — les conférences mobilisant la presse dont les commentaires découragent les confidences et envèniment les mandentendus, de sorte que souvent, sous le couvert d'un accord de façade et d'une cordialité officielle, elles se terminent dans un désaccord effectif et dans un ressentiment qui, pour n'être pas officiel, n'en est pas moins sincère.

Ajoutez à cela que les délégués, par le fait même qu'ils sont les chefs des gouvernements, les engagent sans retour, ce qui, notons-le en passant, est éminemment anti-démocratique, les peuples étant placés en face de faits accomplis, au contraire, la négociation par l'entremise des ambassadeurs, qui ne signent qu'*ad referendum*, ménage, avec une ligne de retraite, le temps de la réflexion et la possibilité de la révision. Leur supériorité est de pouvoir être désavoués ; ainsi, les erreurs qu'ils commettent ou qu'on leur impose, ne sont pas irréparables.

Ces dangers sont majorés à la Société des Nations. Nous la retrouverons tout à l'heure en examinant les doctrines de la sécurité. Au point de vue de la méthode, on peut dire que, si elle n'est pas un super-gouvernement, — elle s'en défend — elle est un hyper-parlement. Emanation des parlements, elle en reproduit, dit-on, dans ses assemblées, avec une exagération caricaturale, la physionomie. Ce sont, si j'en crois les spectateurs — j'allais dire les abonnés — et même les délégués, — j'allais dire les acteurs — de véritables représentations théâtrales.

C'est même à ce propos que certains doctrinaires — d'avant-garde, dirais-je, si je ne craignais d'offenser leur antimilitarisme — ont parlé sérieusement de la musicalisation de la diplomatie. Ils entendent sans doute par là que la Société des Nations, dégagant entre les intérêts et les sentiments de tous les peuples des rapports aussi subtils que ceux des sons, orchestre tous les éléments d'harmonie épars, dans l'univers. Loin de nous la pensée que la Société des Nations s'adresse à la sensibilité plus qu'à la raison, qu'elle a sa fin en soi, comme les arts et que, selon le précepte d'un esthète anglais, Walter Pater tous les arts se ramenant à la musique, elle s'y confond et, peut-être, s'y perd ? Dans cette théorie, gardons-nous de voir une allusion, qui serait malséante, aux variations de Genève sur les grands thèmes de la sécurité, ni une adhésion — qui serait inquiétante — à une certaine conception allemande de de la musique, « téléphone de l'au-delà », messagère des dieux, des dieux germaniques qui, par l'ouragan des sons, ébranlent les puissances obscures de leurs adorateurs et, dans les *crescendo* de Wagner, exaltent la volonté montante de la race ? Est-ce que, à Genève, les vocalises des orateurs et les formules incantatoires des pontifes tissent autour des hommes, comme les notes, des enchantements puissants et illusoirs ? Est-ce que les cloches de cette cathédrale laïque, en appelant ses fidèles, sonnent le carillon d'une ère nouvelle et le glas mélodieux des patries ?

Un pèlerin sans ferveur, retour de Genève, me dit : « Mais non, c'est beaucoup plus simple. Cette musique n'a rien de commun avec l'esthétique. » Et ce pèlerin, étant sans pudeur comme sans ferveur, me conte l'histoire d'un charlatan qui, dans les foires, appliquait à l'extraction des dents ce tarif dégressif : 20 francs sans douleur ; 10 francs avec demi-douleur ; 5 francs avec douleur complète. Cette échelle correspondait au plus ou moins de sonorités que l'opérateur déchainait au commandement : en avant la musique, et qui couvraient, plus ou moins, les hurlements des patients. De même, toujours d'après mon iconoclaste, à qui je laisse la responsabilité de ses blasphèmes, les droits et les garanties des alliés sont arrachés sans douleur, ou plutôt sans cris perceptibles, par la Société des Nations, qui applique une recette foraine où musique rime avec anesthésique, avec sa grosse caisse, la presse, et ses instruments à vent, les orateurs officiels, de sorte qu'elle devrait prendre pour devise deux mots latins qui risquent, s'ils restent son programme, de devenir son épitaphe : « *flatus ventis* ».

Mon désolant pèlerin, rebelle à la grâce et, je l'espère, à la vérité, poursuivit : « La musicalisation de la politique par la Société des Nations n'est pas sa pire faiblesse. Il y en a une autre, conséquence de la première et qui l'aggrave. C'est la féminisation de la politique. Ce n'est un secret pour personne qu'il y a maintenant une saison de Genève, comme il y a une saison de Deauville et qu'autour, aux pieds de la Société des Nations se presse un auditoire où l'élément féminin domine par le nombre, encore plus par l'influence. » Dans son ingénuité, j'inclinai à m'en réjouir. Par

leur imagination créatrice, leur sensibilité animatrice, leur bonté pacificatrice, les femmes ne sont-elles pas des fées bienfaisantes autour du berceau d'un monde meilleur? Par ce qu'il y a en elles de diffus et d'indistinct, par le mystère harmonieux qu'elles sont et par leur don de rendre sensible l'inexprimable, ne rejoignent-elles pas la musique pour réconcilier les hommes en les charmant?

Avec un sourire de pitié, mon interlocuteur répliqua : « Si, pour les hommes publics, la Société des Nations est le plus puissant des haut-parleurs, elle est pour les femmes le plus puissant des projecteurs. C'est une merveilleuse entreprise de publicité mondiale, ce qui lui donne un avantage éclatant sur tous les échos simplement mondains. Les muses de Genève n'inventent rien, mais elles inspirent tout et surtout, elles sont vues de partout. Enfin, il me cita cette phrase impie d'un auteur misogyne et d'autant plus aimé des femmes, Marcel Proust : « Les femmes du monde, loin d'être les oracles de l'esprit, en sont plutôt les perroquets attardés. » Faut-il transposer ce jugement de la littérature dans la politique et, dans les colombes qui nous rapportent de Genève un message de paix, voir plutôt de très militantes percherons? La vérité, c'est que si, dans une mesure très grande, la paix est un ouvrage de dames, elle ne nous sera pas donnée par celles qui l'arborescent comme une dame, au lieu de l'élever comme un enfant. Elle nous sera donnée par celles qui, dans les pays alliés, qui sont les pays pacifiques, élèveront beaucoup d'enfants.

La parlementarisation de la diplomatie la dépouille donc des conditions essentielles de la diplomatie : discrétion, prévoyance, continuité. La prévoyance et la continuité sont les qualités.

La différence entre les deux méthodes est illustrée par ce mot d'un ambassadeur qui, à la veille d'une importante négociation, sollicité par les journalistes de leur indiquer la note, leur répondait : « Reintez-moi. » Il n'avait d'autre souci que de trouver dans les critiques de la Presse un point d'appui pour mieux défendre les intérêts nationaux dont il avait la charge. Je doute que dans les conférences ou à Genève, les négociateurs parlementaires aient souvent donné aux historiographes plus pieux que véridiques, dont ils sont entourés, pareille consigne.

Aujourd'hui, les ambassadeurs n'ont plus l'occasion de déployer cet acétisme. Plus que jamais, ils ne sont, selon un mot déjà ancien d'Albert Sorel, que les notaires de l'Histoire ; ils l'enregistrent ; ils ne la font pas. Par exemple, dans les contrats les plus importants, les traités d'alliances, qui sont les contrats de mariage entre peuples, les diplomates fournissent le papier et l'encre ; ils ne fournissent pas l'amour. Lorsque, libérés de leurs grimoires, ils s'ouvraient, comme je le fais en ce moment, à entrer en contact avec l'âme d'un peuple allié, ils joutent, je le crains, le personnage comique du vieux notaire qui voudrait bien faire un peu le jeune marié.

* * *

Après cet aperçu des méthodes de la diplomatie — ou de la sécurité qui est son objet — j'aborderai l'examen des doctrines par un modeste aveu. Les diplomates ne font pas plus les doctrines qu'ils ne font l'Histoire. Sinon, ils feraient indirectement l'histoire, car ce sont les doctrines, une fois transformées en sentiments, qui les font. Inapte au rôle de jeune marié dans les alliances, le diplomate l'est encore plus à celui de Don Juan dans un monde supérieur, le monde des doctrines. Ce rôle de Don Juan des doctrines, les hommes politiques se le réservent ; ils en sont dignes moins par leur séduction que par leur inconstance. Conçues par les penseurs et les rêveurs, ces idées, théories, chimères, folies qui troublent et passionnent les peuples, les éclairent ou les égarent, les rapprochent ou les opposent, les hommes politiques flirtent avec elles, les courtisent, les exploitent, les abandonnent, au gré des sentiments et d'intérêts éphémères. Ils contractent avec elles des unions libres, libres pour eux, ou des liaisons dangereuses, dangereuses pour elles. C'est ce qui les discrédite et les fait mal tourner. De ce sérial intellectuel, le diplomate n'est donc nullement le Pacha. Il n'en est même pas le gardien. Il en est tout au plus le costumier. Il partage cette fonction avec la Presse qui les habille pour le grand public, pendant qu'il puise dans le détroit des systèmes et dans le vocabulaire des chancelleries les oripeaux et les masques dont elles s'affublent pour aller dans le monde officiel. Comme il n'y a pas de grande dame pour sa femme de chambre, il n'y a pas de grandes idées pour leur camériste, la Diplomatie. Les voyant sans fard, elle les juge sans illusion.

La plus fatiguée, la plus démodée, la plus décriée de toutes les

doctrines de la sécurité, c'est celle de l'équilibre. On la rend responsable de la dernière guerre. C'est elle, dit-on, qui a rendu la catastrophe inévitable en divisant l'Europe en deux groupes d'alliances, en deux camps, en instituant entre eux la course aux armements, dont le terme fatal est la guerre. Dans une atmosphère chargée d'électricités contraires, le fer attire la foudre et contrairement à l'adage antique, si vous voulez la paix, ne préparez pas la guerre.

Le précepte serait sage au pays d'utopie ou dans un monde nouveau, placé sous l'autorité unique d'un bon tyran. Il convient moins à un monde divisé en Etats rivaux, comme notre globe terrestre, comme notre Europe surtout, accablée d'un lourd passé de luttes et de haines. On prend ici l'effet pour la cause. Ce n'est pas, parce qu'il y a des armements, que l'Europe se divise en deux camps ; c'est parce que, en dépit de toutes les fictions diplomatiques, ces deux camps existent, qu'ils armeront toujours plus ou moins l'un contre l'autre. La difficulté de désarmement, c'est que pour être efficace, il doit être général, et, surtout, qu'il suppose la confiance et la réconciliation universelles, contraires à la nature humaine et aux lois de l'histoire. Si un seul peuple s'y refuse ou s'y dérobe, ou même en soupçonne un autre peuple, tous les autres sont obligés de suivre ce mauvais exemple. La seule chose certaine dans le désarmement, c'est que lorsqu'un Etat le propose, il s'agit toujours du désarmement des autres.

Les partisans attardés de la théorie de l'équilibre par les alliances et les armements font observer que l'expérience de 1914 ne l'infirme pas et qu'elle doit, au contraire, être invoquée en sa faveur. La cause de la guerre n'est pas dans les armements des alliés ; elle est dans l'insuffisance de ces armements et surtout dans le fait que les alliés n'étaient pas des alliés. La Triple Alliance armée jusqu'aux dents, ne s'opposait qu'une triple entente à moitié désarmée. C'est parce que l'Allemagne disposait du groupe le plus cohérent politiquement et le mieux organisé militairement qu'elle s'est lancée dans « la guerre fraîche et joyeuse ». Il est admis que si elle avait prévu l'intervention et le splendide effort militaire, de la Grande-Bretagne, elle n'aurait pas fait la guerre. La paix a donc été troublée, non par la politique de l'équilibre et des alliances, mais par la méconnaissance de cette politique. Elle ne l'eût pas été si, en face du système agressif de l'Allemagne, avait été constitué un système défensif plus fort ou, du moins, assez fort pour l'amener à craindre que les risques de la lutte ne l'emportent sur les chances de la victoire. C'est à la recherche de cet équilibre que, quelles que soient les formules nouvelles dont il s'enveloppe, se ramène tout système valable de sécurité.

La préséance étant, en diplomatie, réglée par l'ancienneté, nous avons, en premier lieu, salué la doyenne des doctrines. Elle est détronée par des idées plus jeunes, ou mieux rajennies, qui sont les favorites du jour. Ces idées ont toutes un air de famille. Je crois qu'elles sont sœurs. En tout cas, elles ont toutes ce trait commun d'être moins des doctrines que des mystiques, de se placer, non sur le plan de la raison et du relatif, mais sur celui de la foi et de l'absolu. Elles fleurissent ou sévissent surtout dans les milieux où le sentiment religieux étant éteint ou, plutôt, dévié, on se dédommage de ne plus voir dans les dogmes que des symboles en érigeant les symboles et même les mots en dogmes. Ce mysticisme laïc n'est pas incompatible avec le matérialisme régnant ; il en est l'envers ou l'endroit, selon les préférences de chacun. Un mysticisme qui, ignorant le surnaturel, vient exclusivement de la sensibilité, se combine avec le matérialisme qui vient des sens. Il en est l'âme ou la poésie. Il lui donne des ailes qui lui permettent de faire plus rapidement son chemin dans le monde.

Ainsi, ces vieilles idées nouvelles usurpent, après l'avoir désaffectée et laïcisée, l'idée de Dieu vacante dans les âmes. Cela ne suffit pas pour qu'elles fassent des miracles.

C'est pourtant ce qu'on leur demande. C'est ce qu'on demande à la mystique de la démocratie quand, de son triomphe, on attend l'avènement de la paix perpétuelle. Cette croyance procède de l'idée que les peuples ayant naturellement horreur de la guerre, dont ils font tous les frais, elle disparaîtra s'ils sont partout les maîtres. La guerre, fléau des peuples, est le crime des gouvernements et des castes militaires ou capitalistes qui en vivent. Le mot d'ordre des peuples, en politique étrangère, est : guerre à la guerre.

Certes, nos démocraties occidentales sont ardemment pacifiques. Cela ne signifie pas qu'elles ont le moyen, comme elles en ont la volonté d'établir à jamais le règne de la paix. Jusqu'ici, la démocratie, en faisant participer tous les citoyens à la gestion de l'Etat, et, par conséquent, à sa défense, a eu surtout pour effet de transformer les guerres politiques de jadis en guerres nationales, c'est-

à-dire en épouvantables tueries, auprès desquelles les anciennes batailles de professionnels étaient un sport relativement inoffensif, comme un duel courtois au premier sang. La démocratie détient le record du carnage et de la destruction. Une seule guerre, comme la dernière, celle qu'on a nommée précisément la guerre des démocraties, a accumulé plus de deuils et de ruines que la plus meurtrière des guerres dynastiques.

Les exemples les plus récents montrent que la démocratie n'exclut nullement le nationalisme, voire même l'impérialisme. Cette fièvre s'est déclarée avec plus de virulence que jamais dans de vieux pays, la Russie, la Turquie, la Chine, précisément quand ils ont proclamé la République et se sont réclamés de la démocratie. En cela, rien de surprenant.

De deux choses l'une :

Ou bien, la démocratie est une multitude qui, incapable de se diriger, tombe dans l'anarchie et devient une proie facile pour les convoitises du voisin, si elle n'est sauvée malgré elle, par un pouvoir fort. En fait, nous constatons dans le monde, sous le nom de démocratie, la prédominance de plus en plus marquée de minorités organisées et audacieuses sur des masses inorganiques et moutonnières. Qui nous garantit que ces minorités ne seront pas bellicieuses ?

Ou bien, ces masses se conduisent elles-mêmes. Alors, elles sont soumises à la loi du nombre, qui est la loi de la force, laquelle est la loi de la guerre.

La démocratie ne nous donne donc pas la sécurité par son essence. Nous la donne-t-elle par ses conséquences ? L'obtiendrons-nous d'une autre mystique, sa sœur, ou sa fille, celle du Socialisme ?

L'exemple de la Russie nous répond. Le socialisme intégral y régnait sous le nom de communisme. Or, tous les observateurs de la Russie reconnaissent que le régime soviétique combinant et aggravant l'un par l'autre l'impérialisme tsariste et le prosélytisme révolutionnaire, constitue à l'heure actuelle le plus grave danger de guerre dans le monde, soit par ses revendications, contre la Pologne et la Roumanie ; soit par ses menées en Asie qu'il s'efforce de soulever contre l'Occident, soit par sa propagande dans les pays européens, afin de les diviser entre eux et de diviser chacun d'eux contre lui-même. Nous avons, à cet égard, outre l'évidence des faits, l'aveu de Trotsky déclarant dans une réunion d'ouvriers à Moscou : « Nous réussirons à établir des gouvernements bolchévistes à l'étranger, le jour où nous aurons formé une force militaire secrète d'attaque. Cela développera la lutte des classes. Bien que nous ayons reculé temporairement en Europe, nous gagnons du terrain dans l'Est où la race jaune lève la tête. »

Ce bellicisme cynique est l'apanage du régime soviétique. Les formes plus atténuées du socialisme contiennent un ferment de guerre qui, pour être voilé, n'en est que plus actif. La cause est double, économique et morale. Le socialisme a partout pour résultat de multiplier les besoins des masses et de diminuer la production ; il entraîne donc le renchérissement de la vie, aggrave, par là, la concurrence internationale ; en même temps, il affaiblit les pays où il régnait et les met en état de moindre résistance contre des agressions qu'il encourage ainsi indirectement.

N'oublions pas surtout que le socialisme, tel qu'il triomphe dans les démocraties modernes, est fondé sur la lutte des classes. Pour lui, toute guerre est un crime, hormis la guerre civile. Or, on ne fait pas à la haine et à la violence leur part. Lorsqu'elles sont déchaînées parmi les hommes, impossible de les contenir et de les diriger. Si elles règlent ou, plutôt, dérèglent les rapports des classes, elles dérèglent de même les rapports des nations. Notez aussi que si le socialisme est modéré, il sera trop faible pour imposer à l'intérieur ou à l'extérieur sa volonté de paix et que, s'il est fanatique, comme en Russie, il cherchera à s'imposer lui-même par la force, c'est-à-dire par la guerre. Dans un cas, il est dangereux par ses passions, dans l'autre, il l'est par ses illusions.

En France, avant 1914, les prophètes du socialisme annonçaient que le prolétariat international avait exorcisé le spectre de la guerre. A les en croire, les socialistes allemands devaient se lever comme un seul homme pour l'empêcher. Ils se sont, en effet, levés comme un seul homme, mais pour voter les crédits militaires. Pas un seul n'a protesté contre l'abominable agression dont nous avons été victimes. Ce qui est prodigieux pour qui conserve des illusions sur nos illusionnistes, c'est que la terrible expérience ne leur a servi absolument à rien. C'est là une énigme pour la raison à moins que ce ne soit un scandale pour la conscience. Les tremblements de terre ont la propriété d'arrêter les montres. Celui de

1914 qui a causé tant de ruines et qui, espérons-le, aura fait jaillir quelques sources nouvelles, a eu un résultat certain : il a arrêté la montre du socialisme. Elle marque toujours la même heure depuis plus de onze ans. Le parti qui se dit le plus avancé est celui qui retarde le plus.

* * *

Ce miracle de la paix perpétuelle, que nous attendrions vainement du socialisme, sera-t-il accompli par la force qui s'oppose à lui verbalement sauf, d'après certains bons esprits, à se confondre avec lui effectivement, le capitalisme ? Ils ont observé que le socialisme est un sur-capitalisme, puisqu'il vise à la concentration de tous les capitaux entre les mains d'un seul propriétaire, l'Etat, au nom du peuple, mais au profit de ses dirigeants qui s'en réserveraient, comme en Russie, la meilleure part pour la satisfaction de leurs appétits ou de leurs ambitions. On ajoute qu'entre ces deux forces en apparence antagonistes, il y a communion — ou collusion — dans l'internationalisme, milieu naturel de l'une et de l'autre.

Opinion trop absolue si elle n'est rectifiée par une distinction qui s'impose surtout quand on examine l'action du capitalisme sous l'angle de la sécurité. Il importe de distinguer entre le capital national, le plus souvent pacifique, parce que la plupart de ses entreprises ont plus à craindre qu'à espérer de la guerre, et le capital international.

La Finance, comme le Socialisme, a sa mystique. Comme lui, elle a ses faux prophètes. Il serait aisé de multiplier les citations empruntées aux discours d'illustres hommes d'Etat raillant, avant 1914, les annonceurs de la guerre et proclamant qu'elle était impossible entre des pays qui notamment comme l'Angleterre et l'Allemagne, faisaient ensemble de si bonnes affaires. Et, ces faux prophètes de la Finance, toujours comme ceux du Socialisme, insensibles au brutal démenti des événements, relèvent la tête élèvent la voix et ont, plus que jamais, l'audience des multitudes dont ils flattent les illusions. Leur thèse, contredite par l'expérience, est un outrage à l'idéal humain et à la vérité humaine. Ils oublient que si, dans le train ordinaire de la vie, l'intérêt est trop souvent maître, en revanche, dans ces crises suprêmes qui, chez les peuples, comme chez les individus, mettent à nu le fond de notre nature, ce n'est pas l'intérêt, c'est le sentiment qui mène les hommes. La véritable histoire, celle qui, non contente de décrire les péripéties, scrute les causes profondes, c'est l'histoire des passions.

Le drame du monde est le duel éternel d'Ariel et de Caliban. Ariel est souvent blessé ; il n'est jamais abattu. Ses victoires sont les plus éclatantes ; la plus singulière, c'est que Caliban n'est vraiment dangereux que s'il porte ses couleurs et lui emprunte ses armes. L'impérialisme allemand, lui-même, le plus monstrueux avatar de Caliban dans les temps modernes, n'était pas exempt de sentiment, de mauvais sentiment ; il était fait d'orgueil et d'un idéal démoniaque autant que de convoitise. Il s'est brisé contre quoi ? Contre l'intérêt ? Non, contre la révolte incrochable des puissances de sentiment et d'idéal qu'il bravait. La suprématie de ces puissances brille à tous les sommets de l'histoire. Si, selon la magnifique expression du Père Gratry, l'Europe était en état de péché mortel depuis le partage de la Pologne, était-ce parce que les empires voisins s'étaient enrichis de ses dépouilles ? Non, c'était parce qu'ils avaient attenté aux droits sacrés de sa conscience. Plus tard, lorsque l'impérialisme russe, rassasié de territoires, mais toujours altéré de conquêtes, subissait la fascination de l'Orient et montrait à ses armées la route de Constantinople, y était-il attiré par le lucre ? Non, il était attiré par la Croix. Ce qui flamboyait alors à l'horizon politique de l'Europe, ce n'était pas le péristyle de la Bourse, c'étaient les coupes de Sainte-Sophie. Regardons plus près et plus haut. Si l'Europe a été de nouveau en état de péché mortel après le rapt de l'Alsace-Lorraine, en 1871, est-ce parce que la proie était riche ? Non, c'est parce qu'elle était noble et que sa conscience, comme celle de la Pologne, était violentée. Pour nous, Français, la flèche de la cathédrale de Strasbourg dominait de très haut les plus hauts fournaux de Lorraine. Oui, si la France, après avoir, durant près d'un demi-siècle, refoulé, par amour de la paix, son deuil dans son cœur inconsolable, a, une fois assaillie, versé sans compter le plus pur de son sang pour rétablir l'intégrité de ses frontières ; si, lorsque ce but a été atteint, elle a pleuré de joie, c'est parce que, « au-delà de cette ligne bleue des Vosges, d'où s'élevait la plainte des opprimés », elle voyait, non de la potasse à extraire, mais des âmes à

délivrer. Regardons plus près et plus haut encore. Lorsque, le 4 août 1914, votre Roi, s'adressant à l'Assemblée frémissante de vos représentants, leur demandait, après l'insolent ultimatum de l'Allemagne, s'ils étaient inébranlablement résolus à faire tout leur devoir à travers toutes les épreuves, était-ce l'intérêt qui inspirait cette question et la réponse? Je dirais oui, si, pour une noble nation qui entend être respectée dans toute l'étendue de l'univers et dans toute la suite des générations, l'honneur est, comme je le crois, le premier des intérêts.

Ainsi, l'argent n'est pas le seigneur de la paix. Il peut être le pourvoyeur de la guerre, s'il échappe à la suzeraineté de l'esprit. Il peut l'être, contrairement à l'opinion commune, sous sa forme internationale, beaucoup plus que sous la forme nationale. Nous avons déjà vu que le capitalisme national est plutôt un facteur de paix. Ses entreprises, qui visent un avenir lointain, qui se transmettent dans la même famille, réclament, pour prospérer, une sécurité réelle et durable. L'état d'esprit de la finance internationale n'est pas le même. Sa fonction n'est pas, comme celle du commerce et de l'industrie, de fonder et de diriger des entreprises, ce qui demande du temps, mais de les lancer, sauf, lorsqu'elle a touché sa commission, à s'en désintéresser plus au moins. Or, pour ce lancement, une sécurité apparente et précaire suffit, une sécurité pour prospectus d'émission. En cela, la finance se rencontre avec le parlementarisme qui, nous l'avons déjà vu, est également porté, par un réflexe vital, à se contenter d'apparences, l'horizon étant borné pour l'un, par la prochaine interpellation, tout au plus par la prochaine élection; pour l'autre, par la prochaine liquidation, tout au plus par la prochaine émission.

Il y a plus. Dans nos démocraties, les grands féodaux de la finance s'enrichissent surtout en percevant un droit de péage sur les transferts de capitaux. Ils sont moins intéressés à la production de la richesse qu'à sa mobilité. C'est quand elle change de mains, qu'ils remplissent les leurs. Or, les plus vastes transferts de richesses s'opèrent entre les classes, par la révolution, et, entre les peuples, par la guerre. Ainsi, la haute finance n'est pas nécessairement hostile à l'une et à l'autre, à la guerre surtout qui entraîne, soit pour la faire, soit pour la liquider, de formidables opérations de crédit. Il ne suffit donc pas de fonder la paix sur la solidarité économique du monde et de nous laisser guider par ceux qui parlent en son nom; il faut encore que cette solidarité soit organisée, c'est-à-dire assez clairvoyante et agissante pour déjouer les manœuvres des profiteurs de la guerre, de ceux qu'on a flétris en les appelant les immondes vautours et chacals des champs de bataille. Il faut surtout ne pas prendre ces chacals pour des chiens de berger. Il faut que les nations, ces grands vaisseaux chargés de tant de trésors, au milieu de tant de tempêtes, ne prennent pas pour pilotes, des naufrageurs enclins à placer les phares sur les écueils.

Caliban n'est pas dangereux lorsqu'il combat à visage découvert. Il le devient lorsqu'il porte le masque de l'Esprit ou de la Vertu. C'est ce que nous avons vu récemment, peut-être sans nous en apercevoir. Vous n'avez pas oublié la furieuse campagne de Presse déchaînée dans les deux hémisphères, lorsque la France et la Belgique, dans l'exercice d'un droit certain, exigèrent de l'Allemagne le paiement des réparations. Pour avoir envoyé les huissiers à notre débiteur récalcitrant, nous étions bruyamment accusés, au nom de la conscience universelle, de ruiner cette pauvre Allemagne et d'exposer le monde à de nouveaux cataclysmes en perpétuant l'esprit de guerre. J'eus alors la bonne fortune de rencontrer un financier éminent et sincère qui n'était ni Français, ni Belge, à qui je demandai son sentiment sur l'origine de cette campagne. Il me répondit : « La conscience universelle, Monsieur, c'est le syndicat mondial des spéculateurs sur le mark. »

En méditant ce mot, je me suis souvent demandé si, dans l'actuelle confusion des idées et des sentiments, dans ce carnaval triste d'après-guerre, où la folie agite bruyamment ses grelots, dans cette mascarade où chacun a de la peine à reconnaître ses amis, et ses ennemis, nous ne sommes pas pris en une farandole de passions, d'erreurs, de mensonges, d'illusions, menée par Caliban qui, pour mieux intriguer, se travestit en Ariel. Aux deux extrémités parfois confondues de son royaume, le socialisme et la Finance, nous cherchons vainement l'arche de la paix perpétuelle, l'olivier bruisant de colombes, et nous découvrons, au contraire, des germes inquiétants de conflits. Serait-ce que la matière divisible est diviseuse et que seul l'Esprit indivisible unit?

Cet esprit ordonnateur et pacificateur, où le trouverons-nous? Si le culte du veau d'or ne nous donne pas l'âge d'or, le demandons-nous à un autre culte, celui du progrès indéfini, religion des incroyants qui, avec tant de crédulité, en attendent une ère nouvelle? Il repose sur une confusion primaire entre le progrès matériel ou même intellectuel, et le progrès moral qui ne va pas à la même allure, qui n'en est pas accéléré, qui en est même parfois ralenti lorsque l'orgueil de l'esprit engendre la perversité du cœur. Le progrès des inventions ou même des idées n'implique pas celui des mœurs, des sentiments, des passions. La majorité de l'esprit ne doit pas nous faire oublier l'éternelle minorité de l'âme qui, plus forte ou plus violente, souvent le domine et l'égaré. Ce Progrès dont nous sommes si fiers est, pour la sécurité, une menace plus qu'une garantie. Il a consisté surtout à transformer la vie extérieure des races inférieures, sans transformer leur âme et à leur donner, avec notre civilisation matérielle, les moyens de détruire peut-être notre civilisation morale. En attendant, le progrès, c'est, dans la Politique, l'avènement de la démocratie qui a remplacé la guerre des Etats par la guerre autrement sanglante des nations; c'est, dans la Science, à côté d'inventions bienfaisantes, des découvertes qui rendent la guerre plus meurtrière, le progrès, enfin, c'est, dans l'économie politique, l'organisation et l'extension du crédit, qui rendent la guerre plus longue, permettent de la soutenir pendant des années, en dépit des augures qui, en 1914, assuraient que les belligérents seraient obligés de faire la paix après quelques semaines, faute de ressources. Encore quelques bienfaits de ce Progrès et ce sera, il est vrai, la paix perpétuelle, le combat cessant faute de combattants.

A défaut du Progrès absolu, si décevant, un progrès déterminé, la Société des Nations, par exemple, le sera-t-il moins?

Je parlerai de nouveau avec respect d'une institution qui représente un grand effort, un grand espoir et un gros budget. La franchise, qui est la forme la plus flatteuse, sinon la plus appréciée, du respect, m'oblige à dire que la Société des Nations risque d'être discréditée, non par ses détracteurs, mais par des amis trop zélés qui lui demandent et même promettent, en son nom, plus qu'elle ne peut donner. Au point de vue militaire, elle ne dispose d'aucun moyen de coercition; au point de vue moral, son action est limitée par le fait qu'elle ignore la plus grande puissance spirituelle de l'Europe, la Papauté, ce qui ne l'empêche pas d'être elle-même ignorée par la plus grande Puissance économique du monde, les Etats-Unis, de sorte que les seules sanctions qu'elle ait jamais envisagées, les sanctions économiques sont absolument inapplicables.

Ne nous étonnons donc pas si la Société des Nations n'obtient que de petits résultats quand elle a affaire à de grandes Puissances. Elles ne se soumettront jamais à ses décisions que si leur résistance leur inflige un préjudice moral supérieur au dommage matériel auquel les exposerait leur déférence. Dans les questions vitales, celles d'où la guerre peut surgir, elles n'aliéneraient leur indépendance que si elles cessaient d'être de grandes Puissances. Quant aux grands résultats que la Société des Nations a obtenus quand il s'agissait des petites Puissances, les sceptiques insinuent que ces résultats eussent été obtenus avec moins de phrases, de frais et même de temps par l'ancien concert européen dont l'institution de Genève, lorsqu'elle est efficace, ne serait qu'une forme élargie et alourdie. Cette institution étant non un super-Etat, mais un concile d'Etats, ses décisions sont déterminées, comme dans l'ancien concert européen, par les combinaisons d'intérêts et de forces qui s'y élaborent et s'y dissimulent. Elles procèdent — et c'est ce qui les rend applicables — moins de la justice abstraite que de l'opportunisme politique.

Un délégué à la Société des Nations me signalait récemment une de ces décisions où, selon lui, se reflétait l'esprit de l'institution. Dans une même session, l'assemblée de Genève qui venait de condamner la polygamie, agréa certains pays musulmans parmi ses membres. Comment concilier cette condamnation et cette admission? On s'en tira en nommant des inspecteurs des harems. Cette solution, d'ordre politique plutôt que métaphysique, mérite d'être érigée en symbole. Elle évoque ce séral d'idées, d'erreurs, de passions, que nous avons regardées furtivement, et qui sont autant de causes de guerre. Ces causes plus nombreuses, plus voilées et plus libres que toutes les odalisques d'Orient, la Société des Nations les examinera et saura d'elles ce qu'elles voudront bien lui montrer. Comme les harems, elle les inspectera; elle ne les supprimera pas.

S'abuser sur ce point, c'est tomber dans le mysticisme, à moins que ce ne soit dans la mystification. Croire que la Société des Nations est la paix, c'est la confusion du sujet et de l'objet, ce qui est l'essence du mysticisme, fusion de l'âme dans son Dieu. Et, le mysticisme de Genève s'aggrave ou s'ennoblit de messianisme, lorsqu'il proclame que les temps s'accompliront si nous les appelons de toute notre âme, parce que l'attente crée son objet et qu'il suffit de croire passionnément au millénium pour le susciter comme aux tables tournantes pour les faire tourner.

Pour nous qui abordons la Société des Nations avec un cœur chaud et une tête fraîche, l'important est de mesurer la puissance du fluide dont on espère le prodige. Ce fluide qui seul peut foudroyer la guerre, c'est l'esprit *international*. La question de la sécurité, c'est de savoir s'il est en décroissance ou en progrès.

Distinguons-nous les signes annonciateurs d'un ordre nouveau? Au contraire, l'évolution du monde, des idées et des passions, telle que l'après-guerre la commande, n'est-elle pas génératrice d'antagonismes plus vastes que ceux dont nous sortons épuisés et meurtris? En dehors des vaticinations de Genève sur le trépid arbitrage, sécurité, désarmement, nous découvrons, en consultant non les discours officiels, mais l'horizon, de sombres présages que la brume des sophismes obscurcit trop souvent. Le principal de ces sophismes consiste à confondre l'intensité de la vie internationale avec le développement de l'esprit international. Jamais les peuples n'ont autant communiqué et noué entre eux tant de liens. Que ne suffit-il de communiquer pour s'aimer! Il y a plus de sécurité lorsque les peuples s'ignorent que lorsqu'ils se connaissent pour se méconnaître et se rencontrent pour se heurter. Loin de répandre l'amour entre les peuples et de donner essor à l'esprit international, l'après-guerre irrite les nationalismes anciens et en suscite de nouveaux.

Jadis, nous l'avons déjà noté, la guerre était, en quelque sorte, un match entre professionnels; après le combat, les deux équipes se serraient la main. Les peuples n'avaient pas à se réconcilier puisqu'ils ne s'étaient pas brouillés. Il n'en va plus de même aujourd'hui. Les guerres nationales, dont la dernière guerre est l'exemplaire le plus perfectionné, exaltent les passions nationales. Infiniment plus meurtrières et dévastatrices que les anciennes guerres, elles laissent après elles des haines et des rancunes plus générales, plus profondes, plus tenaces, et, comme memento, des charges qui pèsent sur plusieurs générations.

Cette impulsion donnée au nationalisme par les fatalités de la guerre, a été fortifiée par certaines modalités de la paix. Je ne critique pas les clauses, inspirées par un souci de justice, qui assurent aux populations allogènes incorporées à certains Etats des garanties connues sous le nom de protection des minorités. Je me borne à constater qu'elles créent ou perpétuent des foyers de nationalisme et, par là, encouragent des irrédentismes plus dangereux que ceux d'avant-guerre: dans l'ancienne Europe, les populations placées sous une domination étrangère aspiraient à s'unir à des Etats plus faibles que ceux auxquelles elles appartenaient; dans l'Europe du traité de Versailles, c'est, le plus souvent, le contraire. Ces populations sont revendiquées par des Etats plus forts que ceux qui les ont annexées et qui les ont annexées — c'est là le danger — sans pouvoir les assimiler. N'était le statut spécial qui sauvegarde leur particularisme, elles auraient été, avec le temps, résorbées par la masse ambiante; corps étrangers et irréductibles, elles risquent de devenir des tumeurs malignes et incurables dont les adhérences aux organes vitaux de l'Europe nouvelle l'exposent à des accidents mortels.

Loin d'immuniser la vieille Europe contre le nationalisme, la Guerre et la Paix en ont accru la virulence. Chose plus grave, elles l'ont inoculé au reste du monde. De l'autre côté de l'Atlantique, le splendide isolement des Etats-Unis est une forme de nationalisme et une réaction de sa vitalité contre les germes de mort qui fermentent chez nous. Cet état d'esprit empêche les Etats-Unis de nous venir en aide; il ne constitue pas en lui-même un danger. Il n'en est pas de même en Asie et en Afrique. Du Pacifique à la Méditerranée, de la Chine au Maroc, les plus vieux peuples sont agités par une fièvre qu'ils ont contractée à notre contact. Ces nationalismes éveillés par notre exemple, exaspérés par nos fautes, justifiés par nos principes, fortifiés par nos divisions, armés par notre folie — nous leur avons donné plus d'engins de destruction que de sujets d'édification — sont en voie de se grouper sous la direction des soviets, qui rêvent de mettre le feu au monde pour le purifier et le rénover. C'est la menace d'un pan-nationalisme

asiatico-africain dont l'explosion, si nous n'évitions la mèche, ferait sauter notre civilisation.

Ce spectre, dont l'ombre s'allonge sur l'avenir, comment le conjurer? Si jamais les Etats-Unis d'Europe, dont on se hâte trop de saluer l'aube incertaine, deviennent une réalité, c'est qu'ils apparaîtront comme l'unique moyen de salut. Seul, le sentiment d'un danger commun, mortel et imminent serait assez fort pour dominer des rivalités séculaires. Mais, ce ne sera pas la triomphe de la paix, ni de l'esprit international qui, pour mériter ce nom, devrait être universel. Ce serait l'application d'une loi, vérifiée depuis l'origine des temps, et que je formulerais ainsi: la lutte est la condition de la vie, et la condition ou l'effet de ce qu'on nomme le Progrès, c'est l'ampleur croissante de la lutte. Le principe, qui est surtout un truisme, est attesté par tous les monuments de la sagesse humaine, de la Bible à la Société des Nations. C'est d'abord, chez nos premiers parents, la guerre dans le sein de la même famille, le meurtre d'Abel par Caïn; puis, c'est la guerre entre deux familles, entre deux clans, entre deux tribus; l'humanité se civilisant de plus en plus, la guerre s'étend; elle se fait de cité à cité, de Province à Province, d'Etat à Etat, entre deux groupes d'Etats, enfin entre deux coalitions qui mobilisent les deux hémisphères. C'est ce que nous avons vu de 1914 à 1918. Encore un progrès et nous aurons les Etats-Unis d'Europe et, j'espère, d'Amérique, mais contre les Etats-Unis des autres parties de la planète. Quant aux Etats-Unis terrestres, l'humanité ne les connaîtra que lorsque de nouveaux progrès de la science lui permettront d'entrer en communication, c'est-à-dire en conflit, avec les autres planètes. Alors, la Société des Nations sera toute puissante, mais sur terre seulement et l'esprit international s'y épanouira pleinement, mais pour la guerre inter-planétaire. Aux constellations d'alliances succéderont les alliances de constellations.

En quittant le Ciel pour la Terre et Sirius pour Locarno, quittons-nous le rêve pour le réel? Nous entrons dans la sphère des traités, ce qui n'est pas toujours la même chose. Je ne m'y attarderai pas et je ne m'excuserai pas de n'y avoir pas encore pénétré. J'ai pensé que je m'éloignerais moins du fond de mon sujet si, dans le drame de la guerre et de la paix, au lieu de décrire des péripéties changeantes, j'interrogeais les protagonistes permanents: les doctrines, les passions, les intérêts.

Ce n'est pas dans la capitale de la Belgique qu'il est nécessaire de rappeler la fragilité des engagements les plus solennels, même de ceux qui sont signés par l'Allemagne. L'agression de 1914 est un de ces coups de théâtre, comme le même personnage peut en produire encore, qui bouleversent le scénario le mieux composé. Si la guerre a été la faille des traités, la paix n'en a pas été la réhabilitation. La liste serait longue des clauses restées sans effet et des garanties provisoirement définitives de la sécurité. Garantie anglo-américaine de Versailles, Pacte de garantie soumis à la Société des Nations, puis Protocole de Genève ont successivement ouvert des ères nouvelles qui sont aujourd'hui des chimères déshéuées.

C'est à la lumière de ces souvenirs que le Pacte de Locarno doit être jugé. Une note Reuter du 20 juin dernier, très loyalement, déclare qu'il ne nous apporte aucune garantie nouvelle. Au point de vue psychologique, le seul qui importe, les Alliés ont, à Locarno, affirmé leur volonté de paix — qui était déjà connue —; ils ont fait un acte de foi dans la bonne foi de l'Allemagne — qui est, jusqu'ici, moins connue —; souhaitent que la signature de Berlin ne soit pas une ruse de guerre renouvelée du combat d'Horace contre les Curiaces, une ruse destinée à isoler l'adversaire oriental pour l'abattre plus facilement et se retourner ensuite contre l'adversaire occidental. Souhaitons que M. Stresemann, formé par les méthodes bismarckiennes, ne se soit pas inspiré à Locarno du précepte de Richelieu souvent appliqué par son maître: se diriger vers son but en lui tournant le dos, comme les rameurs. Souhaitons qu'en s'inclinant profondément devant la paix, ce ne soit pas pour prendre un élan d'autant plus vigoureux vers la guerre. Mais puisqu'on nous invite à la confiance, que notre confiance soit vigilante, mesurée et armée.

Un critique a émis l'axiome suivant: « Un sujet de roman ne vaut que par l'ampleur et la variété de son foisonnement psychologique. » Ne pensez-vous pas qu'on en peut dire autant, d'un traité — en substituant le mot « unité » au mot « variété » — surtout lorsque sa substance juridique et politique est aussi volatile que celle du Pacte de Locarno? Alors, un traité ne contient de réalité que dans la mesure où il ressemble, à cet égard, à un roman. En l'espèce, le traité n'aurait de valeur que par la concordance de

ses effets psychologiques, par l'égalité bonne foi de ses signataires, par l'identité des sentiments et des fins qui l'ont inspiré. Toute la question est de savoir si tel est le cas, ou si le Pacte ne risque pas d'agir comme un tonique d'un côté, comme un narcotique de l'autre, d'encourager le désarmement matériel chez les alliés plus que le désarmement moral de l'Allemagne. En ce qui concerne l'Allemagne, nous trouvons la réponse dans les aveux de sa Presse, dans les paroles et les réticences de ses dirigeants; nous la trouvons surtout à toutes les pages de son histoire.

A titre d'échantillon, je citerai ce commentaire du Dr Held, président du Conseil bavarois: « Il faut mettre son poing dans sa poche pour le sortir un jour ». Non moins significatif, est un article de la *Gazette de Francfort*, organe républicain et démocrate, ardent défenseur du Pacte, qui, le lendemain de la signature, réclame le retour d'Eupen et de Malmédy à la patrie allemande.

Ne nous étonnons pas si un des hommes qui connaissent le mieux l'Allemagne, le général Morgan, ancien délégué de l'Angleterre à la Commission de contrôle du désarmement à Berlin, écrit dans l'*English Review*: « Si j'étais membre du Parlement, je voterais pour le Pacte, mais je rentrerais aussitôt chez moi pour y dire mes prières. »

* * *

Quelles prières? Celles des agonisants? Non, nous n'en sommes pas encore là. Notre cas n'est pas désespéré. Seulement, il requiert un traitement nouveau, un régime plutôt qu'un traitement. Tout d'abord, cessons d'adresser nos prières aux faux dieux que nous avons passés en revue. Démocratie, Socialisme, Capitalisme, Nationalisme, Internationalisme, sont-ce des divinités ou des esclaves qui, ayant perdu leur maître, l'Esprit, se battent entre eux ou ne s'unissent que pour se révolter contre l'ordre universel? Quand les peuples les contemplent dans l'extase et l'espérance, ne sont-ils pas victimes de ce phénomène, nommé par les astronomes l'aberration céleste, qui consiste à croire à la survivance d'astres éteints dont la lumière arrive encore jusqu'à nous? Prenons-nous de vieilles lunes pour des étoiles nouvelles? Sommes-nous condamnés à vivre — et à mourir — dans cette indigence de pensée et dans cette richesse d'illusion, illusion qui oscille entre un matérialisme sans réalisme, puisqu'il ignore les forces morales, ces réalités suprêmes, et une idéologie sans idéal, puisqu'il prône le moindre effort et va dans le même sens que les appétits?

* * *

Vous me reprochez sans doute de m'être attardé au pôle négatif de notre sujet, d'avoir seulement énuméré les sophismes qui nous promettent la sécurité sans nous la donner. N'attendez pas de moi la révélation des vérités qui nous la procureront et qui sont en vous. Ce problème de la sécurité, dont je me borne à énoncer quelques données essentielles, dépasse singulièrement les moyens de la diplomatie. Dans sa forme, dans les textes qui le posent, sans le résoudre, il est un problème politique; dans son fond, surtout en des pays comme les nôtres où l'opinion est souveraine, c'est un problème d'intelligence, de conscience et de volonté, c'est un problème d'âme. Il nous mène donc bien loin et bien au-dessus de la politique. A cette hauteur, la première opération qu'il comporte, c'est la rééducation des élites mutilées par la guerre, en attendant d'être renouvelées et exaltées par elles. Elles le seront, lorsque les jeunes, ceux qui sont la Foi et l'Espérance, les enfants de la Victoire, ceux qui l'ayant aimée avec un cœur vierge ne l'oublient pas, s'inspireront pour la défendre des mêmes vertus qui ont permis à leurs aînés de la conquérir. Lorsqu'ils s'empareront du flambeau sacré pour l'élever au dessus des foules et les conduire vers l'avenir, ces héros, encore inconnus, de la paix, qui naissent à peine à la vie publique, la transfigureront en sentant qu'ils seraient indignes de survivre aux héros de la guerre s'ils étaient incapables de leur succéder. S'il est vrai que dans la vie morale, comme dans la vie physique, aucune énergie ne se perd, le sang des martyrs, une fois de plus, sera la semence des apôtres. L'esprit des tranchées les suscitera bientôt. Ne croyez-vous pas que de ces catacombes sanglantes surgit une vie supérieure, invisible encore, qui, par des cheminements mystérieux se répand dans l'âme des générations nouvelles; mystique, si l'on veut, mais mystique pratique, puisqu'elle procède de l'action pour y retourner et mystique logique, puisqu'elle repose à la fois sur le dogme chrétien de la réversibilité des mérites et sur le dogme païen de la métamorphose universelle.

Pour être efficace, l'effort devra être total et coordonné: effort de la pensée afin de réviser des notions surannées et de leur substituer une base doctrinale plus ferme; effort de la volonté pour traduire la doctrine dans l'action, afin que les glaciers de l'intelligence alimentent bientôt dans la vallée le torrent des événements et la force motrice de la vérité; effort de la conscience pour élaborer et vivifier les vérités, les vérités religieuses, les valeurs universelles qui planent au-dessus des patries et les unissent, en les sauvegardant, par un sens pareil de l'ordre, de la justice et de la clarté.

A cette tâche de l'Esprit, la matière ne manquera pas, s'il ne se manque pas à lui-même et s'il sait se la soumettre.

Les pays alliés représentent, si vous me permettez d'appliquer, selon l'usage, à la politique, le jargon scientifique, un potentiel très supérieur à celui de l'Allemagne. Seulement, le potentiel allemand, toujours dans le jargon scientifique, est dynamique alors que le nôtre est statique. En outre, grâce à sa position centrale, l'Allemagne manœuvre sa diplomatie, comme naguère son armée, par lignes intérieures, lui réservant l'initiative, s'évertuant à isoler les alliés et à concentrer successivement sur chacun d'eux son principal effort. C'est ce qui lui a permis, dans l'offensive de la paix, de gagner la première manche, de refouler nos droits bien au delà du terrain que les traités leur avaient assigné, sur une ligne où — qui l'eût cru au lendemain de l'armistice? — c'est désormais notre sécurité que nous avons à défendre. Nous attendons encore la Marne de la Paix, après avoir espéré la trouver dans la Ruhr.

Le plus grave danger de guerre provient de ce que la volonté de détruire les traités est plus forte chez les vaincus que la volonté de les maintenir chez les vainqueurs. Il provient de ce que l'oubli est unilatéral. Si nous oublions notre victoire, c'est, pour l'Allemagne, la meilleure raison de ne pas oublier sa défaite et le plus puissant encouragement à la réparer. Que les Alliés se souviennent et la face de l'avenir sera changée. Que leurs puissances aujourd'hui latentes, inorganiques, isolées, quand elles ne sont pas opposées, deviennent actives, organisées et coordonnées pour la paix, elles l'assureront en Europe, ce qui est la première condition à remplir pour l'assurer partout.

* * *

Pour que ce rêve devienne une réalité, ou s'en rapproche, pour que notre civilisation occidentale qui, en se déchirant, encourage tous les attentats contre elle, forme un bloc assez puissant et cohérent pour entraîner le monde dans son orbite, aucun concours n'est plus précieux que celui de la Belgique. Je la retrouve en arrivant au terme de cet entretien, je dirai même à son sommet, où vous me portez.

L'édification du Temple de la Paix étant avant tout œuvre intellectuelle et morale, le rôle de la Belgique ne se mesure pas à la superficie de son territoire.

Notre principale raison d'espérer, c'est, je ne dirai pas l'alliance — ce mot ayant perdu tout sens depuis que tous les peuples sont alliés — mais la fraternité franco-belge. Depuis la guerre, nous avons subi une avalanche de conventions, d'arrangements, de protocoles. C'est l'inflation des traités dont la valeur risque de tomber au-dessous de zéro, même si la Société des Nations décrète leur cours forcé. C'est de la diplomatie-papier. Notre intimité, c'est de la diplomatie-or.

La cause de la Belgique s'identifiant évidemment avec celle de la justice et de la paix, son concours implique tôt ou tard pour nous celui de cette conscience universelle si difficile à éclairer et à mobiliser. Les peuples, qui oublient plus vite l'histoire récente que l'histoire ancienne, infligent encore à la France, sous forme de méfiance, une amende pour l'impérialisme de Louis XIV et de Napoléon I^{er}, sans se rendre compte des raisons morales et physiques qui font d'elle, comme de la Belgique, une nation passionnément pacifique. Le concours de la Belgique est, devant l'univers attardé, la caution de la France.

Il y a autre chose. Notre union nous est mutuellement inestimable, parce que chacun de nous apporte en dot à l'autre l'Angleterre. En l'état actuel de l'Europe et du monde, pour des raisons que vous savez tous, on ne peut concevoir d'ordre agissant et durable en dehors de la solidarité anglo-franco-belge. De cette solidarité dépend, par la force d'attraction et de coordination qui est en elle, la solidarité de l'Europe et, par voie de conséquence, celle du monde. Or, il n'y a pas de pays autant que la Belgique, prédestiné par la nature et par l'histoire, à dissiper les malentendus entre la France et l'Angleterre, à les aider à se comprendre et à collaborer.

Exposée comme la France aux invasions, engagée comme l'Angleterre dans la politique mondiale, la Belgique, à la fois maritime et continentale, n'est-elle pas placée entre les deux pays, pour servir, tout en conservant son génie propre, de médium entre leurs génies différents et leurs intérêts identiques. Laboratoire social où tant d'expériences intéressantes ont été faites, n'est-elle pas à même d'être aussi un laboratoire international? Comme par votre rôle extérieur, n'y êtes-vous pas préparés par votre structure interne, surtout par l'intensité de votre vie municipale, arme et parure de votre vie nationale, conservée dans l'étui ciselé de vos hôtels de ville? Dans cette vie municipale, l'Etat trouve son principe, sa force et sa limite, comme, en des rapports analogues, une vie internationale bien réglée devrait les trouver dans la vie nationale. Et, la Belgique, en contact avec l'Allemagne, mais si fortement imprégnée de culture latine, n'a-t-elle pas, comme notre Alsace-Lorraine, mission de filtrer le germanisme à l'usage du latinisme, pour les associer dans la même œuvre d'apaisement et de vie?

Je m'excuse de poser ces questions. Veuillez y voir un hommage et un vœu, le vœu que la Belgique, après avoir été si longtemps le champ de bataille des nations, devienne le champ de leur réconciliation. Puissent la justice et la paix outragées sur son sol sacré, en 1914, y triompher et y rayonner.

Je relisais récemment, afin de me mettre en état de grâce avant de m'adresser à vous, les pages enflammées qu'Albert de Mun publiait, le 6 août 1914, sous le titre : « Gloire à la Belgique ». Il y saluait ceux des vôtres qui allaient succomber par ces mots : « Ils méritent que sur leur tombe soit gravé l'inscription des Thermopyles : *sta viator, herem calcas.* » Je me disais que la plus noble revanche de la Belgique serait d'être les Thermopyles de la paix.

Je me le disais pour toutes les raisons que je viens de résumer, mais surtout pour une raison plus haute. La Belgique mérite d'être le palladium des peuples parce qu'elle a été leur modèle. Tout a été dit sur son holocauste sublime; mais, cet holocauste n'a pas dit son dernier mot; sa vertu rédemptrice n'est pas épuisée. Devant l'humanité qui trébuche au milieu des ruines et tatonne dans les ténèbres, il éclaire les voies du salut. Si la leçon qu'il nous a léguée n'est pas oubliée, si l'on nous sait résolu à affronter, d'un cœur indomptable, toutes les épreuves plutôt que de nous incliner devant d'insolentes sommations, ces sommations et ces épreuves nous seront épargnées.

Après la guerre, le devoir devient plus difficile à connaître et plus facile à remplir. Cependant, la paix est une victoire qui exige aussi de l'héroïsme. Nous ne la conserverons que si nous sommes dignes de ceux qui nous l'ont donnée, si nous suivons le mâle conseil de Goethe : « Ce que tu as hérité de tes pères, acquiers-le pour le posséder », et non le conseil funeste d'un leader socialiste qui, à la tribune de la Chambre française, adjurait les Gouvernements alliés de satisfaire l'immense besoin de repos des peuples et de mettre fin à ce qu'il appelait l'insomnie du monde. La vie des peuples n'obéit pas aux mêmes lois que la vie des hommes. Les peuples ne dorment pas et ne meurent pas naturellement. On les endort, on les assassine ou ils se suicident. La preuve qu'ils ne meurent pas, c'est qu'ils soulèvent la pierre de leur tombeau, quand leur âme est demeurée vivante. Pour ne pas mourir, nous devons ne pas nous reposer; nous devons maintenir tendu l'arc de notre volonté. A cette condition, nous pourrions, non pas dormir tranquilles, mais veiller tranquilles. Les peuples alliés ne périront pas, ils vivront, libres et fiers, dans le travail, la concorde et la paix, sur la terre inviolée des ancêtres, s'ils restent fidèles à eux-mêmes et à l'idéal magnanime que la Belgique leur a proposé, s'ils placent leur sécurité sous l'égide de votre gloire; si elle est pour eux un exemple, s'ils savent, comme nous, attacher leur destin aux choses éternelles : l'honneur, le devoir et le sacrifice.

Comte de SAINT-AULAIRE,
Ambassadeur de France.

De nombreuses quittances nous sont revenues avec la mention « absent ». Nous prions nos abonnés de nous épargner de nouveaux frais et de nous faire parvenir le montant de leur abonnement.

Pour continuer à servir la revue à 25 francs, nous faisons des sacrifices financiers qui nous autorisent à demander à nos lecteurs de ne pas nous en imposer d'inutiles.

Le service de la revue sera supprimé aux abonnés qui tarderont à se mettre en règle avec notre administration.

Le catholicisme en Angleterre

Dans le présent article, je me propose de décrire de mon mieux ce phénomène moderne, social et politique si intéressant : la situation de l'Eglise catholique en Angleterre.

Bien des choses que je dirai vont paraître nouvelles à beaucoup de mes lecteurs, à quelques uns d'eux je paraîtrai même un peu paradoxal. En voici la raison : de toutes les nations modernes, l'Angleterre est la moins facilement comprise par un auditoire étranger; par tradition, elle est toujours aristocratique, comme mentalité, et entièrement aristocratique en tant qu'institutions, et cela à un moment où, parmi les autres grandes nations du monde, l'Etat aristocratique a complètement disparu. L'Angleterre est intensément individualiste. Elle possède une espèce de religion patriotique à elle, laquelle donne à ce pays cette vigueur splendide qu'il montre toujours quand il étend son influence ou se défend contre celle de l'étranger. Mais, plus que tout cela l'Angleterre n'a cessé de montrer au cours des âges et manifeste encore vigoureusement — une qualité spéciale, un « anglicisme », dont ses citoyens sont fiers à juste titre et qui est, en tous cas, unique au monde.

A une société de cette espèce particulière, notre civilisation moderne avec ces termes stéréotypés et sa production en masse d'idées superficielles, applique un certain nombre de catégories verbales, éminemment propres à induire en erreur. Cette civilisation parle de « démocratie anglaise », parce que le gouvernement anglais est toujours nominalement entre les mains d'une Chambre des Communes nominalement représentative. En réalité, ce gouvernement est entre les mains des financiers et ladite Chambre des Communes n'est pas autre chose qu'un groupement de politiciens de profession, légaux et héréditaires, qui, au fond de leur cœur, détestent l'idée de démocratie tout aussi intensément que la grande masse de leurs concitoyens. Car — et il faut toujours insister sur ce point — la démocratie n'est nullement un idéal universellement accepté il est aussi antipathique aux Anglais de nos jours qu'il l'était à leurs ancêtres il y a un siècle.

On parle parfois à juste titre du bel ordre social anglais et de la paix qui règne dans la société anglaise, mais l'étranger attribue presque toujours ces avantages à des causes qui ne sont pas les vraies et cela généralement — je regrette de devoir le dire — parce que c'est nous qui lui signalons ces causes qui n'en sont pas. L'ordre et la paix qui règnent dans la société anglaise sont dus à cette étonnante unité, à cette homogénéité de la société anglaise qui fait le désespoir et l'admiration des rivaux de l'Angleterre. Mais cette unité ne résulte pas de l'esprit de compromis, de la « bonne volonté » et autres rengaines, comme l'affirment, non sans hypocrisie, ceux qui sont au courant et comme sottement le répètent ceux qui sont dans l'ignorance. Elle est simplement la résultante du fait que la nation anglaise est, de façon étonnante, une : une quant à ces idéals, une dans la pratique, une dans son âme.

Autre observation encore : on attribue communément aux Anglais une espèce de lourd matérialisme, et cette conception est basée sur le fait évident que, durant plus de deux cents ans, le commerce a été le principal mobile de leur vie publique et que, jusqu'à une date récente, ils ont été supérieurs en richesse à leurs rivaux. Des étrangers se sont imaginés que pareille « carrière » commerciale est un indice de l'intérêt absorbant qu'inspirent

aux Anglais les questions purement matérielles. C'est là une grave erreur. Le tempérament anglais est intensément « imaginaire ». De Chaucer jusqu'à nos jours, la littérature anglaise a enfanté des personnages imaginaires bien plus vivants, bien plus réels que ceux des autres littératures européennes; beaucoup moins de *types*, beaucoup plus de *personnes*. Même puissance d'imagination à la base du paysagisme anglais. La poésie lyrique anglaise, plus abondante comme quantité que la poésie grecque, à la quelle elle est même peut-être supérieure en qualité, en est une autre preuve encore. Il est parfaitement vrai que notre Empire a pour la richesse un culte abominable et que, chez nous, et sous ce rapport nous faisons presque exception en Europe, un homme riche n'est, au fond, respecté que parce qu'il est riche, un homme pauvre méprisé malgré ses talents ou malgré ce qu'il a fait. Mais ce n'est là nullement l'effet d'une pensée vile : c'est essentiellement une perversion; de cette qualité imaginative qui pousse notre peuple à s'enthousiasmer et à s'exalter de toutes les façons. Le culte de l'argent est une vilaine chose; je l'exècre, je ne le défends pas. Mais il est très différent de l'amour de l'argent.

* * *

Je développe toutes ces idées préliminaires — je pourrais continuer indéfiniment — pour prévenir mes lecteurs quant au jugement inattendu que je vais émettre dans ces lignes. Si vous vous représentez les Anglais autrement qu'ils ne sont en réalité, vous ne comprendrez jamais l'action qu'exerce parmi eux ce premier entre tous les phénomènes politiques et sociaux, ce fait historique capital : l'Eglise catholique.

Cela dit, qu'il me soit permis de résumer brièvement ce que je me propose d'exposer à mes lecteurs.

J'ai l'intention de développer les points suivants :

1^o Il y a quelque deux cents ans, sous l'influence de son gouvernement, composé d'hommes qui s'étaient enrichis peu de temps auparavant en dévalisant l'Eglise, l'Angleterre est devenue une société intensément anti-catholique. Elle l'est toujours, mais se transforme rapidement et cette transformation pourrait porter aussi sur ce trait fondamental : la haine de l'Eglise catholique;

2^o Ainsi que je l'ai dit, l'Angleterre est unifiée d'étonnante façon. En dehors du petit groupement catholique, nous n'avions en Angleterre jusqu'à une époque toute récente qu'un bloc d'opinion d'une absolue simplicité et un seul système philosophique sur tous les problèmes essentiels. On aurait dit un morceau de granit ou de bois de chêne. Tout dernièrement encore, cette unité comportait un petit résidu de dogmes catholiques fort importants (en entendant *dogmes* dans le sens théologique) : un Dieu personnel, l'Incarnation, la vie future, l'Enfer, le Ciel, la Résurrection;

3^o Au sein de cette société si unie, un minuscule groupement de catholiques, étranger au reste, survivait péniblement. Au cours des dernières cent quarante années, des recrues lui sont venues, de singulière façon, de sources imprévues. Il n'en reste pas moins, jusqu'à présent, une faible minorité. Si elle reste attachée à la *pratique* catholique cette minorité est, dans une grande mesure, affectée quant à son *esprit* par la puissante tradition anti-catholique de la société dont elle fait partie et dont la mentalité la pénètre.

Je vais exposer que du point de vue religieux, cet état de choses a récemment périclité avec une surprenante rapidité. Les dogmes qui subsistaient encore ont disparu. Je décrirai certaines des causes de cette disparition, d'autres ne paraissent pas se prêter à l'analyse. Je conclurai en constatant qu'un champ de réflexion d'un intérêt intense reste actuellement ouvert : il s'agit de la possibilité d'une action catholique sur la mentalité de cette société

anglaise qui, aujourd'hui, passe par une révolution silencieuse et intérieure mais, en même temps, profonde.

* * *

Pour comprendre la situation présente, il faut brièvement récapituler l'histoire de la société anglaise en tant que celle-ci est liée à l'Eglise catholique.

C'est en Angleterre seulement, de tous les pays de l'Europe, que les premières convulsions de la Réforme ne purent trouver d'écho. Il n'y avait pas, en Angleterre, de sentiment populaire dirigé contre la vie et la pratique catholiques. Au début du XVI^e siècle, la révolte intellectuelle contre le catholicisme était limitée à une poignée d'intellectuels dont personne ne faisait de cas et que personne ne suivait. Un mouvement purement politique qui n'était pas sans rapport avec un sentiment national en voie de croissance, mais qui n'avait rien de contraire à la tendance générale de la vie catholique, eut pour résultat deux événements d'importance capitale. La rupture avec Rome vint en premier lieu. Elle aurait pu ne pas avoir de conséquences permanentes. Henri VIII n'y était nullement lié de façon irrévocable. Elle avait eu une cause accidentelle et, malgré ses vices, le Roi était un homme dévot. Bien plus important du point de vue de ses effets directs, fut ce pillage désastreux des terres ecclésiastiques, dû au fils d'un cabaretier dans le village de Putney, près de Londres, et qui avait nom Thomas Cromwell. Devenu usurier, il était astucieux, intensément avare, extraordinairement intelligent, extrêmement ambitieux, homme d'Etat et organisateur de premier ordre. Ce fut lui qui induisit le Roi en tentation. Oh, le geste fatal!

Souvenons-nous du reste que la folie d'Henri VIII a des circonstances atténuantes : des exemples contemporains le tentaient déjà. Ils étaient nombreux, ceux que les richesses de l'Eglise, tant monastiques que séculières, exaspéraient. Le pillage avait commencé ailleurs. L'Etat moderne, avec ses immenses besoins de revenus, était en train de croître. Or le mécanisme qui pouvait procurer ces revenus faisait défaut. On peut comparer l'acte d'Henri VIII à celui d'une nation moderne, cédant au désir de piller nos grandes entreprises capitalistes; l'idée de « nationalisation » était dans l'air. On aurait tort de s'imaginer que cette révolution économique anglaise du XVI^e siècle, révolution si soudaine, ne consista qu'à piller les biens *monastiques*. Elle toucha à tout ce qui appartenait au clergé. Ce ne furent pas seulement tous les couvents que la Couronne pillait, mais la plus grande partie des richesses consacrées à l'entretien des hôpitaux, à l'enseignement, à l'entretien des évêchés et des bénéfices. Ce fut le sac général de biens collectifs pour le plus grand avantage d'hommes déjà riches.

La richesse du pays, d'un tiers à un cinquième, passa soudainement, en moins de quinze ans, aux mains du gouvernement, puis aux mains de la classe riche. Bouleversement économique sans parallèle dans un Etat civilisé, avant ou depuis.

Henri ne garda point toutes ces richesses. Faible comme tous les hommes sensuels et passionnés, il en fut dépouillé, à son tour, par des hommes à tête plus réfléchie. Elles passèrent à ceux que j'appellerai « les millionnaires de la nouvelle Réforme » : les Ceciles, les Russels, les Pagets, etc. Leurs vastes palais attestent ce qui se passa alors.

Une ou deux anciennes familles firent cause commune avec eux, notamment les Howards qui, en mettant la Religion à sac, augmentèrent énormément leurs richesses déjà considérables.

Ainsi se produisit un phénomène nouveau : une classe devenue soudain, immensément riche, s'empara de la direction des destinées anglaises. La plupart de ses membres étaient individuellement d'une indifférence suprême à l'égard des vérités transcen-

dantes, les neuf dixièmes n'y croyaient, en réalité, en aucune façon. Ce n'en était pas moins pour eux une nécessité impérieuse, d'empêcher le retour de cette vieille société catholique qu'ils avaient chassée.

Sous le règne des trois enfants d'Henri, satisfaction définitive fut donnée à leurs désirs. Sous le règne de son successeur, Edouard VI, un enfant, ils achevèrent le pillage des biens ecclésiastiques, allant jusqu'à dévaliser les autels et enlever les pierres précieuses qui ornaient les vêtements sacerdotaux. Marie n'en put venir à bout, et dut leur laisser leurs richesses mal acquises. Pour ce qui est d'Elisabeth, ils l'utilisèrent comme un paravent, alors que le chef des Cecils, Lord Bruleigh, était leur véritable commandant en chef.

On nous enseigne dans notre histoire officielle et complètement fautive qu'Elisabeth était une reine puissante que le peuple anglais adorait. Il n'en était rien. Elisabeth était une malheureuse femme, douée d'une exécration santé, incapable de se marier. Sa haute intelligence et ses lectures la rendent sympathique. C'était une vraie femme de la Renaissance, dès lors sceptique, comme tous les personnages de la Renaissance, mais attachée au fond de son cœur aux traditions de la haute culture européenne et, dès lors, de la foi catholique. Seulement, elle ne pouvait rien contre les nouveaux millionnaires, devenus les vrais maîtres de l'Angleterre.

Pour ces hommes, les Cecils à leur tête, il était essentiel, je l'ai dit, d'empêcher le retour de l'ancienne Angleterre qu'ils avaient détruite. Leurs chefs, le père et le fils Cecil régneront longtemps, de 1558 (époque à laquelle William Cecil devint le maître de l'Angleterre) jusqu'à 1612. A cette dernière date, le fils de celui-ci Robert Cecil, Lord Salisbury, le main odieux qui encouragea la conspiration des Poudres, mourut, et notre globe en devint meilleur.

A cette époque, le gros du peuple anglais avait déjà perdu la foi catholique. Une forte minorité, appelée à devenir majorité un siècle plus tard, y était même violemment hostile. Ce n'est qu'à titre exceptionnel qu'un catholique pouvait, par-ci par-là, entendre la messe et recevoir la sainte communion. Toute possibilité d'enseigner ouvertement la foi catholique avait été supprimée par le système de terreur pratiqué par les nouveaux maîtres. Le monde n'avait encore jamais vu de persécution religieuse aussi violente. Rien de pareil non plus ne s'est vu depuis, exception faite des massacres bolchévistes perpétrés par la clique moscovite d'anarchistes cosmopolites. Ces massacres ont été certainement, comme nombre, de beaucoup supérieurs aux exécutions légales de catholiques en Angleterre durant la période cécilienne. Mais les bolchéviks réussirent-ils à continuer à détruire la religion avec la même férocité durant une génération entière? Pour avoir la certitude d'« écraser l'infâme », une période moindre est insuffisante. Quant aux Cecils, le père et le fils continuèrent à extirper avec férocité la religion catholique un demi-siècle durant sans interruption et ils y réussirent.

* * *

Durant le XVII^e siècle, la tradition catholique en Angleterre continua à périr. Il est difficile de dire combien il y avait, à cette époque, de vrais catholiques, combien d'individus penchant vers le catholicisme seulement. Il était, en effet, devenu impossible de pratiquer de façon régulière. On peut dire cependant que moins d'un tiers de la population anglaise avait des tendances catholiques au moment où le Parlement — ce représentant de la ploutocratie nouvelle fondée sur le sac de la Religion — mettait à mort Charles I^{er}, détruisant par là, définitivement, l'ancienne monarchie anglaise; et moins d'un quart de la population, lorsque

Jacques II tentait son ultime effort (pour ce quart, la moitié au plus professait sa religion ouvertement).

Après 1688, débâcle complète : Le groupe catholique encore relativement important (près d'un huitième de la nation, avec un huitième en plus, peut-être, sympathisant avec le catholicisme) fonda comme un glaçon sous l'action du feu. Moins d'un siècle plus tard, à la fin du XVIII^e siècle, peu de temps avant la Révolution française, sur une population de 10 millions, on ne comptait, d'après des calculs exacts, que 100,000 catholiques au total. Leurs prêtres avaient endossé des vêtements presque séculiers et s'appelaient « Monsieur ». La messe était célébrée dans des appartements particuliers, dans des granges, parfois dans des chapelles qu'on commençait à autoriser de nouveau. Les catholiques n'osaient pas lever la tête. Certains d'entr'eux, qui possédaient quelque argent, étaient regardés comme d'intéressantes reliques aristocratiques, mais n'exerçaient aucune influence sur les destinées de la nation.

Puis un changement se produisit. Comme tous les changements, celui-ci s'annonça de façon tout à fait inattendue. Il fut, en premier lieu, dû à la Révolution française. L'hostilité de l'Etat aristocratique anglais envers l'expérience démocratique française était telle, qu'il se montra prêt à pardonner à l'Eglise catholique elle-même, en sa qualité d'alliée de l'ancien régime. Les prêtres que l'attaque française contre la religion avait forcés à prendre la fuite (ces attaqués nuisaient grandement en France à l'expérience démocratique et continuent à lui nuire encore) furent bien accueillis en Angleterre. Simultanément, un puissant mouvement intellectuel (nous ne pouvons en analyser ici les causes ultimes qui furent d'ordre surnaturel) en faveur de certaines traditions médiévales commença parmi quelques universitaires prodigieusement doués. Newman fut le plus fameux d'entr'eux. Ce mouvement n'avait pourtant pas, en réalité, le catholicisme pour but, pas plus qu'un drame où on voit apparaître bergers et bergères ne représente une tentative de restauration de la vie agricole; non, il ne fit que donner au peuple anglais une nouvelle théorie de lui-même. Il donna à l'Eglise officielle d'Angleterre une nouvelle théorie de « continuité ». Quelques hommes et quelques femmes exceptionnels mis à part, il ne poussa personne à revenir à l'entière unité catholique.

Bien plus important que ce mouvement intellectuel qui ne fit aucune impression sur les masses et en dehors des classes aisées, fut l'effet très inattendu de la famine irlandaise. Cette catastrophe, résultat ultime de l'animosité et de la persécution religieuses (l'Irlande catholique s'était vu enlever son sol, les protestants qui la gouvernaient s'étaient refusés à secourir, comme ils auraient pu le faire aisément, les multitudes d'hommes et de femmes mourants) submergea l'Angleterre des flots d'une immigration catholique et irlandaise. C'est à celle-ci que nous sommes redevables du petit mais solide noyau catholique que nous possédons en Angleterre. Ajoutons pourtant, en toute impartialité, que le petit groupement isolé de catholiques d'origine ancienne dans le Lancashire méridional avait considérablement augmenté avec l'accroissement général de la population dû à la révolution industrielle et au développement des grandes villes à usines. Je crois que, en employant le langage des chiffres, on peut dire que les Irlandais ont donné naissance à quelque chose comme les trois quarts ou les quatre cinquièmes du groupement catholique dans l'Angleterre d'aujourd'hui. Le reste représente les conversions individuelles et l'expansion industrielle de ce qui subsistait du catholicisme dans le Nord. Comme conséquence de ce grand changement, la hiérarchie catholique fut introduite en Angleterre vers le milieu du XIX^e siècle. Pourtant jusqu'aujourd'hui, c'est-à-dire durant une génération entière, il n'y a pas eu dans ce pays de progrès sensible du point de vue numérique : du temps du cardinal Wiseman nous formions 7 p. c. peut-être de la population

de la Basse Ecosse, de l'Angleterre et du pays de Galles; nous paraissions être toujours 7 p. c.

Ce résumé historique est un peu long peut-être, mais pas trop long en vue du but que je m'en suis proposé. Car à moins que le lecteur étranger ne se rende un compte exact du processus historique, jamais il ne comprendra la situation présente, situation qui est d'un intérêt captivant.

Au cours des dernières vingt-cinq années du XIX^e siècle (mes souvenirs s'étendent jusque-là), voici quelle était la situation : une société fortement anti-catholique et fortement unie avec, dans son sein, un petit groupement catholique. D'abord subsistant à l'état de minuscule fragment isolé formant 1 % de la population, il était devenu une minorité insignifiante, quoique bien organisée (7 p. c.). La majorité de cette minorité n'était nullement anglaise, mais bien irlandaise par tradition.

Les membres aisés du dit petit groupement catholique, fortement impressionnés par la mentalité de la société qui les entourait, détestaient les Irlandais tout aussi cordialement, sinon plus cordialement encore, que le reste de la nation anglaise. Ils saisissaient toute occasion pour convaincre leurs concitoyens que, bien qu'adhérents d'une religion bizarre et impopulaire, leur conduite s'accordait du point de vue social, avec celle du monde anti-catholique qui les entourait. Et pourtant, au cours de cette même période (je m'en souviens nettement), disons jusqu'à la fin du dernier quart du siècle dernier, ce groupement anglais, nettement protestant et anti-catholique avec intensité, possédait lui-même des dogmes religieux. Avec cela, il s'enthousiasmait pour les anti-cléricaux du continent, il méprisait toutes les classes sociales intégralement catholiques, telles que les paysans irlandais, français, italiens ou espagnols, il admirait véhémentement l'Allemagne protestante et tout spécialement la Prusse, il ne cessait de procréer une masse énorme de spéculations philosophiques et religieuses toute entière orientée contre les idées catholiques.

Oui, l'Angleterre était violemment anti-catholique, et pourtant croyante. Il est important de s'en souvenir, car c'est ce changement qui constitue le grand contraste existant entre cette époque-là et la nôtre et qui revêt la situation présente d'un intérêt particulier.

Je le répète, l'Angleterre du XIX^e siècle croyait aux dogmes religieux. L'Anglais « moyen » de 1870, à quelque classe qu'il appartint, croyait que Notre Seigneur est Fils de Dieu. On pourrait même presque dire que l'homme dans la rue croyait Notre Seigneur, Dieu lui-même. L'autorité de la Sainte Ecriture restait suprême. Les idées et définitions strictement catholiques relatives à l'immortalité personnelle, à un Dieu personnel, aux récompenses et aux châtements éternels, même à une société chrétienne impliquant la sainteté du mariage, les droits de propriété et ainsi de suite — survivaient toujours.

Sur une Angleterre ainsi constituée — protestante, mais toujours imbue de doctrines religieuses, véhémentement anti-catholique peut-être à cause de la fermeté même avec laquelle elle se cramponnait à ses doctrines — sur cette Angleterre s'abattit, avec un retard considérable, le flot qui avait submergé la France bien plutôt : le flot du scepticisme.

Sans violence d'aucune espèce, sans manifestation politique, comme une éponge sèche s'imbibant soudainement, comme une feuille de papier complètement transformée par le feu et retenant pourtant, bien qu'amincie, sa forme originale et même les traces de l'écriture qui la couvraient d'abord, l'Angleterre subit une transformation intérieure. La masse du peuple anglais cessa de croire à ce qu'elle avait cru naguère.

Tel est le grand fait. Tel est le point capital sur lequel repose ce que j'ai appelé l'intérêt suprême du moment présent.

(A suivre.)

HILAIRE BELLOC.

Orthodoxes ⁽¹⁾

Le nom d'Eglise « Orthodoxe » est fréquemment donné à l'Eglise de Constantinople et aux Eglises qui sont en communion avec elle. Cette appellation, surtout sous la plume ou sur les lèvres des théologiens catholiques, surprend parfois le public. De deux Eglises en conflit l'une avec l'autre, si l'une est orthodoxe, l'autre est hétérodoxe; et par conséquent concéder l'orthodoxie à ces communautés séparées, n'est-ce pas nous la dénier à nous mêmes? Répondra-t-on que la dissidence ne porte pas sur des points de doctrine, mais consiste seulement en une rupture de relations? Cela est insoutenable. La primauté romaine de droit divin est un dogme de foi; et ce dogme est incontestablement rejeté par les Orientaux dissidents. Leur orthodoxie par conséquent, si elle était réelle, nous condamnerait. Nous sommes hétérodoxes, s'ils sont orthodoxes, et inversement. L'appellation d'orthodoxes dans notre bouche ne peut donc être à leur endroit qu'une courtoisie déplacée, pour ne rien dire de plus.

Cette critique serait fort juste, si le mot « orthodoxe », dans l'usage courant qui en est fait à propos des Eglises en communion avec Byzance, devait s'entendre dans la plénitude de son acception *étymologique*. Mais en réalité, il s'emploie dans un sens *historique*. Historiquement parlant, depuis quinze siècles, les communautés qui ont accepté et retenu LA FOI DE CHALCÉDOINE (IV^e Concile (Œcuménique) sont dites « orthodoxes » PAR OPPOSITION A CELLES QUI L'ONT REJETÉE. L'« orthodoxie » dont il est question est donc, en vertu de cet usage, proprement l'orthodoxie *Chalcédonienne* sur la dualité des natures, divine et humaine, dans l'unique personne du Christ.

Cet usage s'est d'autant plus maintenu, que les trois Conciles Œcuméniques qui suivirent Chalcédoine (les derniers de ceux que Byzance admet en commun avec Rome), deuxième et troisième de Constantinople, deuxième de Nicée, n'ayant en fait donné naissance à aucune scission, à aucun fractionnement nouveau de la Chrétienté, ni Orientale, ni Occidentale, l'adhésion à leurs décrets ne put dans l'esprit des Orientaux prendre la valeur d'une marque distinctive, opposant, du point de vue de l'orthodoxie, Eglise à Eglise, et bien entendu, moins que toutes autres l'Eglise de Constantinople à l'Eglise de Rome.

Que si la mise à exécution des décrets du second Concile de Nicée contre les Iconoclastes dans l'impériale cité de Byzance fut célébrée par une solennité que commémore la fête annuelle dite de l'Orthodoxie, il est juste de remarquer que cette « Fête de l'Orthodoxie », en consacrant la rupture de l'impératrice Irène avec le schisme inauguré par Léon l'Isaurien, glorifie du même coup l'heureux événement d'une réunion de Constantinople avec Rome toujours orthodoxe : « la confirmation de l'Orthodoxie » rétablissant, selon le mot du Pape Adrien, « l'unité du troupeau sous un seul pasteur ».

(1) Nous extrayons cette très intéressante mise au point du dernier numéro des *Orientalia Christiana*, publiés à Rome par l'Institut pontifical d'études orientales que dirige brillamment le R. P. d'Herbigny.

Par ailleurs, il est notoire que l'orthodoxie Chalcédonienne a persévéré intacte dans l'enseignement officiel de Constantinople, même après la rupture avec Rome. Par suite, Constantinople garde son droit à la qualification *historique* d'« orthodoxe ». « Orthodoxes » donc les Eglises Byzantines, non pas contre Rome, mais CONTRE les nombreuses et puissantes communautés MONOPHYSITES de l'Orient, principalement contre l'Eglise Copte.

Cette « orthodoxie » leur est commune avec nous. Rome est la tête et le cœur de l'orthodoxie Chalcédonienne. Le Concile de Chalcédoine fut prééminemment l'œuvre et le triomphe de saint Léon le Grand, que les Ménées des Grecs appellèrent pendant des siècles le « Chef de l'Eglise Orthodoxe ».

Les successeurs de ce saint pape « orthodoxe » se sont employés les uns après les autres à la défense et à l'illustration de cette sainte « orthodoxie ». Lorsque, au septième siècle, l'« orthodoxie » Chalcédonienne se trouva menacée par le monothéisme, qui n'était qu'un retour offensif déguisé du monophysisme, le Pape saint Martin I, à l'encontre des Patriarches Serge, Pyrrhus et Paul de Constantinople, tous trois gagnés par l'hérésie, promulga en son Concile du Latran vingt Canons destinés à protéger contre toute atteinte « les pieux, canonnels et conciliaires enseignements de l'Eglise Catholique des Orthodoxes », c'est-à-dire de l'Eglise des « cinq Conciles (Ecuméniques) »; et sa sentence, contresignée du sang de son martyr, reçut en 681 l'adhésion de toutes les Eglises « Orthodoxes », y compris celle de Constantinople, au Concile Ecuménique (VI^e), qui se tint en cette ville même sous la présidence des Légats envoyés par son successeur, saint Agathon.

Les temps modernes nous offrent des exemples analogues de l'emploi du mot « orthodoxe » parmi nous, pour caractériser la foi de l'Eglise. Au Concile de Trente, les acclamations finales des Pères aux décrets qui venaient d'être portés se formulèrent ainsi : « C'est la foi du Bienheureux Pierre et des Apôtres; c'est la foi des Pères; c'est la foi des *Orthodoxes* ». Tout récemment, le Pape Pie X nous faisait prêter à tous le serment de « recevoir sincèrement l'enseignement de la Foi, qui nous est venu des Apôtres par les Pères *Orthodoxes* ». Tous au surplus, à la Messe, nous prions chaque matin « pro omnibus *orthodoxis* atque catholicæ et apostolicæ fidei cultoribus », pour tous les orthodoxes qui suivent la foi catholique et apostolique.

Dira-t-on qu'en dehors de l'usage conciliaire ou liturgique, cette appellation d'*orthodoxe* est chez nous tombée en désuétude à l'égard de l'Eglise Catholique, depuis le schisme oriental? Ce serait s'illusionner; et là-dessus, il vaut la peine de noter en quels termes saint Ignace de Loyola, dans un livre qui a été manié peut-être par plus d'hommes qu'aucun autre en dehors de la Bible et de l'Imitation, dans les « Exercices Spirituels », présente ses règles pour la sauvegarde de l'esprit catholique. Le titre porte : « Quelques règles à observer pour rester dans l'esprit de « l'Eglise Orthodoxe ». Suit immédiatement la première : « Tout jugement propre mis de côté, nous devons être toujours disposés de cœur à l'obéissance envers la vraie Epouse du Christ, notre Sainte Mère qui est l'Eglise Orthodoxe, Catholique et Hiérarchique ».

Cela étant, il est clair que le nom d'« orthodoxe », s'il suffit dans son acception historique à distinguer les Eglises Byzantines des Eglises non-Chalcédoniennes, ne saurait en aucun sens et d'aucune façon prétendre à les distinguer de nous. Si donc nous continuons — sous réserve du consentement de l'autorité ecclésiastique, laquelle il appartient de juger même des formes de langage, qui peuvent intéresser le bien du troupeau confié à sa garde —, si nous continuons à donner ce nom à des Eglises séparées de Rome, il sera peut-être à propos, comme l'a suggéré le Métropolitain de l'Ukraine, M^{sr} Szeptycky, d'introduire, en tant que de besoin, une distinction entre « Orthodoxes dissidents » et « Orthodoxes Catholiques ». Le mot « dissident » n'a rien d'offensant, car la dissidence est évidente; elle est avouée, elle est professée par ceux-là mêmes qui reçoivent ce nom ou ce qualificatif.

Quant à la dénomination d'« Orthodoxe Catholique », on voit qu'un saint très épris d'exactitude théologique l'a laissée tomber comme naturellement de sa plume pour désigner notre Sainte Mère, l'Eglise Catholique, Apostolique et Romaine. Et il est encore plus significatif de beaucoup de voir un Pape, martyr de l'« Orthodoxie », sceller de son sang la foi qu'il a définie comme celle de « l'Eglise Catholique des Orthodoxes ». C'est cette Eglise Catholique des Orthodoxes, cette Eglise Orthodoxe Catholique, qui appelle toutes les Eglises « Orthodoxes » du monde à rentrer dans le sein de l'Unité qu'elle seule possède, comme le privilège indéfectible de l'unique véritable Eglise, fondée par Jésus-Christ sur le roc immuable de Pierre et de ses successeurs.

M. DE LA TAILLE S. J.

Un entretien avec M. Jacques Copeau

Inutile de rappeler le rôle de M. Jacques Copeau dans le mouvement théâtral actuel. Innovateur hardi, auteur de *la Maison natale* qui, à mon sens, ne fut pas accueillie comme elle le méritait et témoigne de préoccupations morales et d'une profonde richesse de vie intérieure, son œuvre est déjà considérable.

Maintenant qu'il vient définitivement de résoudre le problème religieux, son nom, nous n'en doutons pas, sera lié à cette renaissance intellectuelle et catholique que nous constatons dans tous les domaines, dans celui de la philosophie et, depuis la guerre surtout, dans celui des Lettres catholiques.

— Permettez-moi, M. Copeau, de vous poser avant tout une question capitale. Vous connaissez la parabole de l'enfant prodigue et toute la joie débordante qui le reçut à son retour. Parlez-moi de votre récente conversion.

— Au fait, il ne s'agit pas de conversion proprement dite. Je suis catholique depuis toujours. Mon éducation, à ce point de vue, ne fut certes pas des meilleures. Mais, que voulez-vous? une base peu solide, la pitoyable mentalité des gens de ma génération,

et cela vous explique l'éparpillement de mes croyances et cette espèce d'indifférence qui en résulte. Ce n'est pas un réveil brusque qui m'a reconduit au point de départ, mais plutôt une démarche progressive et lente de mon esprit, à la suite de toute une série de circonstances.

— *N'est-ce pas Claudel qui vous a converti?*

— Non, je ne puis dire que ce soit à lui tout seul, mais il y fut certainement pour quelque chose. Nos relations furent assez curieuses, je comptais parmi ses tout premiers admirateurs. Vous savez comment il répandit son fameux *Partage de Midi*. Une note parue dans le *Mercur de France*, en promettait l'envoi à ceux qui lui en feraient la demande. Il y eut un certain nombre, pas très grand, d'adhésions, dont la mienne. Bien qu'à cette époque nos relations soient encore assez peu fréquentes, mon admiration ne va qu'en augmentant et en 1913, nous créons *L'Echange*. Vers ces années, Claudel connut la grande gloire et je dois bien vous l'avouer, il y eut alors un froid entre nous. Puis vint la guerre et en 1921, l'ambassade de Claudel au Japon, la grande absence de quatre ans! Nos relations cessèrent. L'heure du retour approchait, qui coïncida plus ou moins avec la mort de l'un de mes grands amis, Jacques Rivière. L'amitié de Claudel me manquait. Nos relations devaient à tout prix reprendre, il y avait un vide en moi à combler, et je lui écrivis. Mes soucis religieux étaient plus intenses que jamais. Claudel en fut heureux et cela permit à l'amitié de se renouer. Alors, qu'à ce moment psychologique, avec cette brutalité amicale qui lui est familière, il ait précipité mon retour à Dieu, cela est certain.

Je vous l'ai dit, un enchaînement de circonstances extérieures me poussaient alors au christianisme. Et puis, le souci de voir clair dans ma vie, la volonté de résoudre le problème, le sentiment d'un vide immense, et pour tout dire en un mot plus frappant, le *besoin de Dieu!*

Et voilà! Un récit bien banal, quoi! qui ne valait pas la peine d'être raconté.

— Le mouvement théâtral? A part l'œuvre de Claudel — que son génie rend incomparable au reste — je ne vois rien de vraiment grand.

Peut-on dire qu'une orientation se dessine? Je ne pense pas : avant de construire, le vieil édifice est à démolir. Ce qui s'impose avant tout, c'est une réaction contre la saleté. Certains de nous l'ont tentée. On sent le besoin de retrouver un point de départ. Nous le devons en grande partie à Gordon Cray, un esthète anglais, et à Adolphe Happa, un Suisse, qui jouèrent un certain rôle dans cette tentative de restauration. En tous cas, ils nous ont éveillés à l'idée qu'une réaction était possible. On sent un revirement qui s'annonce, quelque chose de sous-latent qui se produit. Ce mouvement théâtral accompagne de loin cette admirable renaissance intellectuelle qui se constate, de tous côtés, et surtout parmi les jeunes.

— *Pensez-vous que cette renaissance intellectuelle et philosophique (par la restauration du thomisme) puisse avoir une répercussion sur l'art dramatique?*

— Je n'ai aucune compétence en matière philosophique, mais je suis persuadé que l'art dramatique ne peut qu'y gagner. Une seule chose est à changer dans le théâtre : la *conception*. Ce n'est qu'en travaillant de l'intérieur que l'on aboutira à un résultat. Les recherches doivent se faire en dehors du plan littéraire. Autrement, pas d'issue possible.

Je le sais bien, dans mon domaine, je fus souvent en désaccord avec certains auteurs qui me reprochaient de n'être pas assez *éclectique*, un mot qui n'a pas de sens. Mais enfin, si l'on est persuadé que telle directive s'impose, il n'y en a pas d'autres à prendre.

— ...

— A mon avis, c'est une caractéristique du théâtre actuel — mais il ne faut pas généraliser — que de rechercher des directives en dehors du plan littéraire. C'est peut-être ce qui le sauvera. Aussi suis-je optimiste. Cette caractéristique est celle des grandes œuvres. Le théâtre des grandes époques est grand parce qu'il est au même titre que catholicisme, représentatif d'une *conception du monde*. Vous la trouvez chez les tragiques grecs, elle réapparaît au Moyen âge. Shakespeare en avait une également. A l'heure actuelle, le seul qui soit de cette lignée, mais c'est Claudel. L'œuvre théâtrale doit être représentative de la cité, au même titre que la cathédrale l'est de la cité de Dieu. La cathédrale est le symbole vivant de la conception chrétienne de la création et je ne puis m'empêcher de vous rappeler à ce sujet les paroles de Pierre de Craon, le Bâtitteur de cathédrales, dans *L'Annonce faite à Marie* :

*Puissé-je bientôt sentir sous moi s'élever mon vaste ouvrage,
poser la main sur cette chose indestructible que j'ai faite et qui tient
ensemble dans toute ses parties, cette œuvre bien fermée que j'ai
construite de pierre forte afin que le principe y commence, mon
œuvre que Dieu habite!*

Et plus loin :

*Le verre n'est pas de mon art, bien que j'y entends quelque chose.
Mais avant le verre, l'architecte, par la disposition qu'il sait,
Construit l'appareil de pierre comme un filtre dans les eaux de
la lumière de Dieu.*

Et donne à tout l'édifice son orient comme à une perle.

— *Et le théâtre chrétien?*

— Il y a un bel effort avec Henri Ghéon qui est sorti des conditions du genre habituel et a pu renouveler l'idée de théâtre dans un public jeune. Mais que la *Comédie-Française* ne joute jamais ses œuvres! Il ne faut pas que le snobisme s'en mêle.

— *Que pensez-vous de cette restitution des cadres médiévaux?*

— Cela se comprend très bien, du moment que le Moyen âge ne fournit qu'un motif dramatique. Le théâtre médiéval est le théâtre populaire et chrétien par excellence. De plus, au point de vue catholique, quelle richesse de thèmes vraiment grandioses et aptes aux réalisations dramatiques. Mais de là à y voir pour nous, la plus parfaite formule de théâtre chrétien, il y a de la distance. Pourquoi ne ferait-on pas resplendir Dieu dans la cité moderne?

— Le propre du théâtre chrétien est d'introduire le monde entier, et cela, Claudel l'a pleinement réalisé. Il a pris dans les grands monuments de toutes les littératures ce qu'elles ont de plus grand. Ce qu'il doit à Eschyle — ou plutôt, ce que son génie a su en extraire — est considérable, mais il l'a transposé dans une conception chrétienne. L'Extrême-Orient l'a également influencé, surtout dans *Le Soulier de Satin* où l'on remarque également celle des vieux Espagnols.

— *Vous me disiez tout à l'heure que la restauration théâtrale doit se faire en dehors du plan littéraire. Et le point de vue du groupe de la Chimère qui ne conçoit pas ce théâtre comme une œuvre littéraire, mais comme une collaboration des autres arts, y voyez-vous un reflet de la théorie wagnérienne?*

— Je regrette de devoir déplaire à mes confrères de la *Chimère*, mais ils font fausse route. Wagner les a influencés certainement, mais à travers Henry Bataille. Ils veulent faire du théâtre le faisceau de tous les autres arts et en arrivent à de l'anecdote. L'art dramatique contient les autres arts *en puissance*, mais n'est pas les autres arts. Au début, l'art grec était musique, mais n'était pas du tout un rappel des autres arts. La grande synthèse dramatique est autre chose. Elle ne s'obtient pas par la juxtaposition des différents arts; elle relève de toute la personnalité.

— *Claudel pense que le théâtre, comme l'art, est la négation de la vie.*

— Claudel aime ces expressions fortes et paradoxales pour traduire sa pensée et il ne s'agit pas de négation dans un sens absolu. Voyez-vous, Claudel peut parler de la sorte, parce qu'il a du génie et qu'avec du génie, on peut créer ce qu'on veut.

Mais il y a de grands écrivains qui se sont contentés d'imiter et de copier la vie. N'y a-t-il pas tant de richesses à y puiser!

YVAN LENAIN.

Les idées et les faits

Chronique des Idées

La sépulture du cardinal Mercier

Elle est très ancienne, elle remonte aux premiers siècles, la coutume pour les évêques d'élire leur lieu de sépulture dans le chœur de leur église cathédrale. Là où le Pontife a établi son siège, immuablement fidèle jusque dans la mort, là il choisit sa dernière demeure. Le souvenir des vertus et des mérites des évêques disparus reste ainsi présent à la pensée du peuple chrétien, ou plutôt ceux qui dorment dans leurs sépultures en attendant le réveil général sont unis encore autour de l'autel à l'assemblée des fidèles. Ainsi s'atteste d'une manière sensible la communauté et l'unité de l'Eglise des morts et de l'Eglise des vivants.

De très bonne heure également s'introduisit, sous l'empire des mêmes pensées, l'usage d'élever aux évêques, dans leur cathédrale, des monuments funéraires, cénotaphes ou mausolées.

Aussi longtemps que la législation civile n'y mit pas obstacle, l'église métropolitaine de Malines n'a pas dérogé à cette vénérable tradition. Tous les archevêques, décédés en possession de leur dignité, furent inhumés à Saint-Rombaut. Il ne faut donc excepter que le premier et le dernier titulaire de l'ancien archevêché : (d'avant sa reconstitution en 1801) le cardinal Granvelle, démissionnaire du siège de Malines, transféré à Besançon où il fut enterré dans l'église des Carmélites, et le cardinal de Frankenberg, l'héroïque confesseur de la foi, mort à Bréda, après sa démission, et inhumé dans la petite église de Rysbergen, aujourd'hui démolie. Sa dépouille, qui y gisait abandonnée, au milieu des décombres, fut heureusement ramenée à Malines par les soins du cardinal Mercier.

Il se trouve même que le caveau sépulcral, sous le pavement du chœur, renferme aujourd'hui tous les archevêques, ceux-là même que la loi sur les cimetières en avait exilés. Pour l'inhumation canonique du cardinal Sterckx, décédé le 4 décembre 1867, des poursuites judiciaires furent intentées qui valurent à Mgr Gennéré, doyen du Chapitre, une condamnation à 26 francs d'amende. Les corps du cardinal Dechamps, enterré d'abord au cimetière des Rédemptoristes, ses confrères, à Rumilies, et celui du cardinal Goossens, enterré d'abord au cimetière de Perck, son village natal, furent sans pénalités, en marge de la loi, même par tolérance administrative, ramenés à la sépulture archiépiscopale de Saint-Rombaut.

Tout le monde sait que la déposition du cardinal Mercier dans la crypte funéraire fut pleinement autorisée, par un arrêté de loi, rendu sur la foi d'une promesse faite par M. Vandervelde, il y a quelques années.

* * *

Mais, gardant les dépouilles dans son sein, l'église métropolitaine a voulu mieux garder encore le souvenir de ses Pères dans la foi. Elle a célébré leur mémoire par des monuments ou par des chapelles votives, et plusieurs sont de véritables chefs-d'œuvre de l'art. Qui n'a contempné avec admiration les cénotaphes érigés près du maître-autel, des Illustrissimes Seigneurs André Cruesen, Mathias Hovias, Alphonse de Berghes et Humbert-Guillaume de Praecipiano? Le monument d'André Cruesen, dû au ciseau de Luc Fayd'herbe, universellement admiré surtout pour le beau corps du Christ en marbre blanc; celui de Mathias Hovius, d'un auteur inconnu, où la statue, en terre cuite, de l'archevêque,

couché sur un sarcophage de marbre rouge, est si largement traitée; le cénotaphe d'Alphonse de Berghes, exécuté avec une étonnante habileté par notre Marc de Vos, de Bruxelles (1650-1717); enfin, le monument de Praecipiano, une des plus belles œuvres de Vervoort, digne pendant du tombeau de Cruesen; ces quatre merveilles font aux alentours du maître-autel une décoration impressionnante et majestueuse.

Avec ces grandes pièces d'art des XVII^e et XVIII^e siècles, rivalise, d'ailleurs, de somptuosité, le mausolée moderne du prince de Méan, dans la chapelle paroissiale, où notre sculpteur liégeois Jehotte l'a représenté, en chape, agenouillé, crosse et mitre à ses pieds, tandis qu'un génie, armé d'une torche, lui montre le chemin de l'immortalité. De grande allure aussi, dans le pourtour extérieur du chœur, le monument de Thomas-Philippe d'Alsace, où l'on admire la Vierge tenant son Fils sur ses bras, et ce médaillon, porté par un ange, buste du cardinal d'une si frappante ressemblance.

A la mémoire des derniers cardinaux, Sterckx, Dechamps et Goossens, des chapelles votives ont été consacrées.

A côté de la chapelle absidale des Zellariens, dans un petit sanctuaire, dédié primitivement aux saints Gilles, Georges et Catherine, la tombe d'autel, ornée de divers sujets, gravés au trait, porte l'inscription suivante, que je traduis : « L'Eminentissime cardinal Englebert Sterckx ayant, par testament, refusé l'érection d'un monument, le clergé et le peuple ont érigé cet autel en honneur de son patron. »

Dans une chapelle du pourtour fut placé le monument commémoratif du cardinal Dechamps, mort en 1883, où, sur les indications mêmes de l'illustre défunt, il a été représenté agenouillé devant son père, saint Alphonse, tandis que dans les arcatures du fond apparaît Notre-Dame du Perpétuel Secours.

C'est dans la deuxième chapelle de la nef septentrionale qu'un autel fut élevé en souvenir du cardinal Goossens. Au panneau central du triptyque qui le surmonte, on voit le Cardinal en prière au pied de la Croix du Calvaire. Les vitraux du peintre verrier Ladon retracent, avec des épisodes variés de saint Lambert, son patron, trois scènes de la vie de son auguste client : son ordination, son sacre, sa promotion cardinalice. Trois autres médaillons : une pose de première pierre d'église, une bénédiction d'école et le Cardinal au milieu d'un groupe d'ouvriers, évoquent ses fondations, ses créations d'enseignement et ses œuvres sociales.

* * *

Il n'était pas nécessaire, sans doute, de rappeler ces précédents et d'invoquer cette tradition pour justifier la pensée, universellement exprimée, d'élever, à la mémoire du cardinal Mercier, dans cette cathédrale qu'il a tant aimée, un monument digne de lui, s'il est possible.

A la vue de ces foules qui ne se lassèrent pas de contempler le grand et saint Cardinal, couché dans la mort sur son lit de parade, à l'archevêché d'abord, puis sur le catafalque, à Sainte-Gudule; à la vue de ces sortes de pèlerinages à la dalle du chœur de Saint-Rombaut, on est repéré par une croix gravée, l'endroit correspondant de la sépulture dans la crypte; une idée a jailli spontanément dans l'esprit de plusieurs. Il y a là comme une poussée de vénération dans la masse des fidèles qui ne peut être enrayée. Mû par un sentiment qui la trompe rarement, la foule salue déjà dans le Cardinal et révere un saint protecteur. Il ne lui suffit pas d'apporter des fleurs à cette dalle difficilement accessible d'ail-

leurs, elle se sent attirée vers cette chère dépouille qui repose dans les profondeurs de la crypte; c'est là qu'elle voudrait porter ses hommages et ses prières.

Hélas, dans son état actuel, la crypte est inaccessible. Jadis, une rampe de sept marches y donnait accès, cette rampe a disparu et le caveau a beaucoup souffert au cours des temps, des travaux de fondations du maître-autel et de diverses réfections.

Située sous les degrés du maître-autel, elle a la forme d'un quadrilatère allongé qui s'étend de part et d'autre au-delà des fondations de l'autel. Sur le mur qui fait face à l'escalier d'entrée est peinte l'image du Christ en croix qui semble embrasser sous sa protection ceux qui le représentèrent ici-bas et continuèrent sa mission.

On s'est demandé si l'occasion n'était pas propice de restaurer la crypte, d'y aménager un caveau, d'en rendre l'accès facile aux fidèles, à peu près comme le tombeau de saint Charles Borromée, à Milan. Là serait érigé le monument funéraire du grand Cardinal et, parfaitement séparé du mausolée; un autel serait dressé, entre les deux serait creusée la niche d'un columbarium.

Il va de soi que l'architecture, la sculpture et la peinture seront conviées à se concerter ici pour produire un ensemble véritablement artistique, de grand caractère religieux, une œuvre qui reflète quelque chose de la majesté du Pontife, de la splendeur morale du héros de l'action, de la beauté de cette âme irradiée de divin.

Visiteurs de la Belgique et de l'étranger, pèlerins de partout, accourront à cette tombe glorieuse, d'où, au jour marqué par la Providence surgira, peut-être, avec l'éclat du miracle, la preuve de la sainteté.

Qu'il me soit permis d'insinuer ici qu'en réponse aux articles publiés à cette place sur la vie du Cardinal, des témoignages me sont venus, émanant d'âmes d'élite, dirigées par le grand ascète, qui laissent entrevoir chez lui des merveilles de grâce extraordinaires.

Que l'on m'entende bien, il ne s'agit pas d'anticipation du culte public, il s'agit de laisser libre cours à la vénération et à la confiance privées des fidèles.

Il est clair, par ailleurs, que l'aménagement de la crypte des archevêques et son appropriation à la construction du monument, que l'érection de celui-ci dans les conditions de grandeur et de magnificence qui seules conviennent, entraîneront des frais considérables. Mais, sans témérité ni présomption, on peut faire crédit à la libéralité du public. Il voudra convertir son admiration en un témoignage éclatant, il sera heureux et fier de participer à cette glorification du cardinal Mercier. L'obole du dernier des pauvres se mêlera joyeusement à l'or des riches pour jeter en quelque sorte dans les profondeurs de Saint-Rombaut comme les assises d'une future canonisation.

Aucune œuvre ne pâtira, du reste, de ces générosités. Bien au contraire. En tenant toujours allumée la flamme de son souvenir, le monument de la crypte éveillera dans tous les cœurs, l'ardent désir de glorifier le Cardinal et de faire bénir sa mémoire en exauçant son vœu le plus cher, celui de doter la Belgique d'une Basilique nationale du Sacré-Cœur, pour élever au-dessus du pays le paratonnerre contre la justice d'en haut que les temps qui approchent réclament si impérieusement.

A l'ombre de ce grand nom, la Belgique priera, espérera et se confie en Dieu.

J. SCHYRGENS.

AUTRICHE

La vénalité de la presse

D'après l'article : Vénalité de la presse et social-démocratie, dans *Das Neue Reich (Vienne)*.

L'affaire de l'*Abend* viennois a provoqué beaucoup d'intérêt dans toute l'Europe Centrale. Du point de vue « vénalité » la presse de Vienne ne semble égaler que celle de Paris. Mais la question de l'attitude de la « social-démocratie » autrichienne envers la presse (affaire *Abend*, affaire *Stunde*) n'a pas suffisamment retenu l'attention jusqu'ici. La presse autrichienne est de trois types : presse de parti au sens étroit du mot (à cette catégorie appartient la grande majorité de la presse de province); presse

asservie aux intérêts de la finance et du commerce, intérêts surtout hébraïques; enfin, presse à sensation, datant surtout de l'époque d'après-guerre (*Abend*, *Stunde*, feuilles paraissant le lundi)

La *Geschäftspress* (presse d'affaires, celle de la seconde catégorie) défend surtout les intérêts des groupes que ces organes représentent : c'est ainsi que la *Neue Freie Presse* appartient à la famille Benedikt, laquelle entretient des relations étroites avec les Rothschild; le *Neues Wiener Journal* défend les intérêts de plusieurs grandes banques viennoises; l'*Extrablatt* et la *Wiener Allgemeine Zeitung* ont commencé par épouser les intérêts de Castiglioni, pour passer ensuite au service d'un consortium hongrois représentant, en quelque sorte, le régent Horthy. Il va sans dire que les journaux de cette classe dissimulaient autant qu'ils le pouvaient leur union étroite avec la haute finance, la masquant soigneusement à l'aide d'attaques contre l'Eglise, le clergé et aussi depuis la chute des Habsbourg, contre la monarchie et l'aristocratie; seuls des procès retentissants se produisant de temps en temps, projetaient quelque lumière sur le véritable caractère de cette sorte de presse. M. Waber, ancien ministre de la Justice d'Autriche, en stigmatisait naguère les procédés en termes pittoresques. Bien que ces organes se soient d'une façon générale, efforcés de ne pas contrevenir aux règles de la « bonne société », une série de procès retentissants, dont quelques-uns fort récents, a permis de prendre quelques-uns de leurs collaborateurs la main dans le sac.

La Révolution a enrichi la presse autrichienne d'un type nouveau, la *Sensationspress*. Les circonstances lui souriaient : une nouvelle loi sur la presse ayant pour auteur le social-démocrate camarade Austerlitz a réduit sa responsabilité juridique au minimum, a fait du droit de réponse aux assertions calomnieuses une simple plaisanterie et a créé un état de choses tel que les personnes injuriées — ou calomniées — préfèrent éviter la voie judiciaire, les sentences des jurés étant au plus haut point influencées par les suggestions de la presse boulevardière et les procès se terminant généralement par des acquittements. Bientôt l'*Abend* et la *Stunde* furent à même de tout écrire et de tout souiller, sans craindre aucune sanction.

Ce sentiment de sécurité de la *Sensationspress* ne fut pas peu accru par l'entente, sinon formelle, tout au moins tacite, qui s'établit entre elle et la « social-démocratie ». Si, à l'époque d'avant-guerre, la presse de gauche s'était appuyée sur les partis libéraux ou progressistes, elle se réfugia, après 1918, sans qu'il y eut accord officiel, sous l'aile des socialistes. Des deux côtés, on avait d'égaux raisons d'être satisfait : les « camarades » s'attachaient de la sorte, à titre d'acolytes, bien des gens qui n'étaient pas officiellement inféodés au parti; les journaux se sentaient protégés, dans leur campagne de chantage, par l'appui marxiste, contre la police et les tribunaux. Politique du *Do ut des*.

L'affaire de la *Stunde* est suffisamment connue; cette feuille avait pour directeur un Juif de Hongrie du nom d'Imre Bekessy, lequel représentait, dans le journalisme, une morale nouvelle : il ne voyait rien de répréhensible dans le fait de donner des renseignements de propos délibéré erronés et de se les faire payer ou de se faire acheter son silence. Ces principes de Bekessy étant devenus de notoriété publique à la suite d'un grand procès, une réunion ouvrière tenue à Vienne en 1925 demanda au parti social-démocrate de rompre toutes relations avec la *Stunde*. La direction du parti ignora entièrement ces invites, et comme Karl Kraus en faisait à la « Maison ouvrière », le 9 décembre 1925, le sujet d'une conférence publique, au cours de laquelle il démontrait que la « social-démocratie » viennoise entretenait toujours avec la feuille à Bekessy les rapports les plus intimes, on s'arrangea de façon à l'empêcher de terminer, en faisant tomber prématurément le rideau! Les camarades viennois préféraient l'alliance avec une feuille tarée aux vérités proférées par la bouche de Karl Kraus. L'argent, on le sait, n'a pas d'odeur.

Socialiste, mais honnête homme, Kraus a stigmatisé la presse à sensation en termes combien éloquentes. Son danger, a-t-il écrit, git dans le fait que celui-là seul n'y croit pas qui y écrit. La nouvelle vénalité se distingue de l'ancienne en ce qu'elle empoisonne l'atmosphère même : elle l'empoisonne par ses manchettes à sensation et par les hurlements de ces porteurs de journaux, bref par tout le tapage qu'elle fait et qui ne se réduit, à proprement parler, qu'à ceci : que me donnerez-vous comme prix de mon silence?

L'existence de cette sorte de presse, dit Kraus, n'est plus une

imposture s'abritant sous un prétexte d'ordre culturel : c'est de la criminalité pure se servant comme instrument de l'encre typographique. Kraus déplore plus loin la neutralité observée par les sphères dirigeantes de la « social-démocratie » à l'égard de ce fleau. Il se plaint que les organes du parti s'abstiennent de le combattre inlassablement; que rien ne soit fait, à cet égard, dans le domaine législatif, pour se conformer à l'idéal abandonné de Lassalle; qu'on n'abatte pas l'idole d'une liberté de la presse, devenue l'ange exterminateur de la liberté; qu'on laisse les propriétaires de la *Stunde* devenir les parasites de la « social-démocratie ».

Ainsi parle Karl Kraus. Mais qu'est le scandale de la *Stunde* comparé à celui de l'*Abend*?

Un Bekessy est un honnête homme si on le rapproche des directeurs de l'*Abend*, lesquels se drapent dans la devise « Là où il y a des forts — toujours aux côtés des faibles », mais n'existent que par l'extorsion et le chantage. Un Sandor Weiss, encore un Juif de Hongrie, se fait un revenu de 100 millions de couronnes par mois rien qu'en soutirant à toutes sortes d'entreprises industrielles de l'argent comme prix de son silence. Il gagne 30 milliards de couronnes en les obligeant à insérer des annonces dans son journal; et une seule visite au profiteur de guerre Bosel lui met 2 milliards en poche.

L'ouvrier qui lit l'*Abend* en « tram » le soir, en rentrant chez lui, se réjouit de le voir flageller l'arrogance des entrepreneurs et ne se doute pas que cette feuille ne demande qu'à faire le silence autour de la pire des iniquités, si on y insère une annonce grassement payée. L'ouvrier se délecte de voir l'*Abend* fulminer contre le cléricalisme et les propriétaires des immeubles, sans se rendre compte que ces propriétaires sont souvent réduits à une misère telle que beaucoup d'entr'eux ont terminé leurs jours par le suicide, alors que le journaliste qui les attaque se prélassait dans une auto de luxe et « se la coule douce ». Et sur toutes ces avanies, la « social-démocratie » viennoise étend sa main protectrice, parce que l'*Abend* lui a épargné bien des échecs électoraux.

D'aucuns disent que Sandor Weiss serait le seul coupable et que les directeurs, Carl Colbert, né Cohen, notamment, n'auraient rien à se reprocher. Malheureusement pour la « social-démocratie », elle savait fort bien à quoi s'en tenir sur le compte de « Colbert » depuis Pâques 1925, époque à laquelle une feuille volante rédigée par Fritz Tauber, encore un « camarade » lui a montré « Colbert » sous son véritable jour. Pauber y dépeint ce dernier transformant l'*Abend* en journal communiste au moment où on s'attend, à Vienne, au succès d'un coup d'Etat communiste, faisant jadis le plat-pied devant les Habsbourgs, sollicitant, pour un livre sur les « Enfants de Vienne » qu'il va publier, un *sketch* de l'archiduchesse Valérie, faisant anti-chambre chez l'ancienne *kronprinzessin* Stéphanie, écrivant dans une feuille sioniste, bien que sans confession religieuse (*Konfessionslos*), puis se convertissant au christianisme pour pouvoir devenir « conseiller impérial ». Toutes ces accusations, Tauber les avait formulées sur treize pages; il avait sommé « Colbert » de le traduire devant les tribunaux. Celui-ci a préféré n'en rien faire, comme la « social-démocratie » autrichienne préfère se demander s'il ne lui conviendrait pas de couvrir l'*Abend* de l'autorité du parti social-démocrate. En vérité, la « social-démocratie », la *Stunde*, l'*Abend* sont dignes les uns des autres...

Certains de ces nationalismes variés n'arriveront, vraisemblablement, pas à maturité; d'autres ont chance de constituer des organismes politiques solides et durables.

La physionomie actuelle des choses d'Ukraine offre, dès lors, un intérêt de premier ordre. Durant deux ou trois siècles la Russie, la Russie proprement dite, avait tout fait pour détruire l'autonomie morale, sociale et intellectuelle de l'Ukraine, officiellement dénommée Petite-Russie. Cette œuvre, l'Ukraine est aujourd'hui en train de la remettre en question. Le fait peut plaire ou ne pas plaire aux uns ou aux autres, mais il est là, et il faut le voir. Le processus de retour à l'ancienne différenciation s'accuse sous des formes variées et concordantes.

La ligne de démarcation entre les deux républiques n'est pas encore fixée de façon définitive; elle le sera d'après des considérations d'ordre national, comme s'il s'agissait d'une question de frontière entre de vulgaires Etats « bourgeois ».

Les nombreux éléments ukrainiens dispersés à travers l'Union soviétique s'organisent presque partout comme élément distinct, et le gouvernement de Kharkov revendique pour eux, en face des Grands-Russes, les droits spéciaux octroyés aux minorités nationales. Inversement, en pays ukrainien, il se constitue aujourd'hui des groupements nationaux « russes ». Ainsi, peu à peu, se cristallisent séparément des éléments que la politique russe traditionnelle s'était appliquée avec une si grande soin à amalgamer.

Le gouvernement de Kharkov est obligé de céder à la pression d'une collectivité numériquement très forte et dont les éléments les plus cultivés sont animés d'aspirations nationales vigoureuses. Il travaille visiblement à s'émanciper de l'hégémonie de Moscou et s'est maintenant engagé dans une voie qui peut mener loin. Les anciennes divisions russes en « gouvernements » (provinces) ont été supprimées et des unités nouvelles leur sont substituées. L'ukrainisation dans tous les grands services publics devait être achevée le 1^{er} janvier dernier. Elle est à l'ordre du jour de haut en bas, dans tous les domaines : armée, écoles, universités, chemins de fer, postes et télégraphes.

Le gouvernement ukrainien a entrepris, comme on le voit, un effort considérable pour faire sortir l'ukrainien de la condition de simple dialecte (il était considéré comme tel dans la Russie des tsars) et pour l'élever à la dignité de langue indépendante et nationale. Un comité de savants prépare l'unification de la langue ukrainienne et, notamment, une réforme de l'orthographe. L'ukrainien remplace méthodiquement le russe, non seulement dans l'administration publique, mais dans la presse et dans la littérature. D'ores et déjà, on estime que de 75 à 80 % de la production littéraire et 90 % de la presse sont ukrainisés.

De même dans le domaine religieux, le concile panukrainien réuni, en mai, à Kharkov, a détaché de l'Eglise de Moscou l'Eglise orthodoxe d'Ukraine, et le concile panrusse, qui a siégé à Moscou en octobre, a reconnu cette « autocréation ».

Ainsi, de gré ou de force, les autorités soviétiques d'Ukraine se prêtent au développement d'une nationalisation générale du pays. Mouvement un peu hâtif, certes, mais qu'il serait erroné d'envisager comme superficiel et sans lendemain.

En mai dernier, au IX^e Congrès des Soviets d'Ukraine, le commissaire du peuple de la Justice, Skrypnik, a déclaré que, en dehors des dispositions prévues par la Constitution de l'Union soviétique, l'Ukraine soviétique « organise par ses propres moyens son pouvoir d'Etat » et a le droit de se détacher librement de l'Union.

De telles énonciations donnent une idée de ce qui s'élabore en Ukraine, derrière la façade du bolchévisme. Certains indices font croire que le régime actuel, en tant que *proprement* soviétique, n'est pas très stable en Ukraine et est exposé à être renversé, un jour par des éléments nationaux prêts à donner à cet Etat une forme nouvelle. C'est là, en tous cas, une éventualité à laquelle il est sage de penser. Le problème ukrainien prend des contours de plus en plus définis.

Les perspectives ainsi ouvertes commencent à attirer l'attention de plus d'un de ces diplomates occidentaux, trop habitués jusqu'ici, après n'avoir vu à l'Est que la Russie des tsars, à ne plus voir, aujourd'hui, de l'autre côté de la frontière tracée par le traité de Riga, que le rouge uniforme du soviétisme.

UKRAINE

Son évolution

D'après l'article de H. Grappin : L'évolution de l'Ukraine, dans l'Est Européen.

Les observations directes que l'on peut faire en Ukraine, comme aussi la lecture de la presse de ce pays, amènent à conclure, qu'un vaste mouvement à caractère national est en train de s'y développer, c'est-à-dire que la distinction jusqu'ici plutôt théorique entre la République soviétique de Russie et la République soviétique d'Ukraine est en voie de devenir une importante réalité.

Le fédéralisme soviétique est une construction artificielle appelée à être renversée, dans un avenir plus ou moins proche, peut-être, par l'évolution naturelle des peuples qu'elle associe.

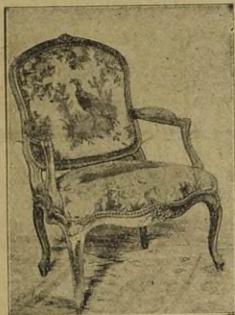
CHRONIQUE NOTARIALE

A Vendre, à proximité de Dinant,

Jolie Villa

4 pl. au rez de ch. et terrasse; 4 pl. étage, 2 mans., garage, eaux, électricité. Jardin 65 ares. Libre 1^{er} avril.

S'adresser au notaire HOUYET, à Dinant.



MEUBLES — SIÈGES
Décoration
intérieure

Louis De Clerck
BRUXELLES

48, Rue du Luxembourg

Téléphone 246.35

P. B. P. **PETIT-BEURRE** P. B. P.
CAREIN

A la Grande Fabrique

Maison fondée en 1877

Téléphone 3003

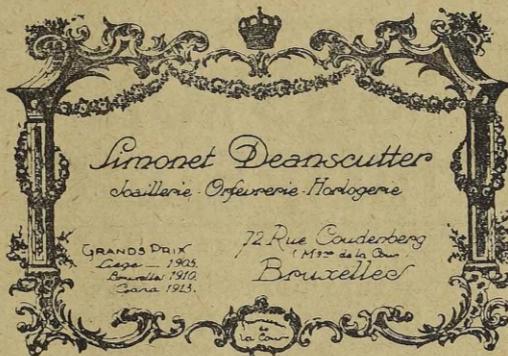
Diplôme d'honneur à l'Exposition de Bruxelles en 1910

E. Esders

26, Rue de la Vierge Noire, 26
BRUXELLES

VÊTEMENTS POUR HOMMES, DAMES
ET ENFANTS

Livrées et uniformes. - Vêtements de sports
et voyages. - Lingerie. - Bonnetterie. -
Chapellerie. - Ganterie. - Ohausures. -
Gants. - Parapluies. - Fourrures. - Modes.



**COMPTOIR
D'OPTIQUE**



Maison BLAISE

FONDÉE EN 1885

46, RUE DE LA PAIX IXELLES-BRUXELLES

Lunetterie française et américaine. Exécution rapide
et soignée des ordonnances de MM. les oculistes.

Même Maison en face au 48

HORLOGERIE — BIJOUTERIE — ORFÈVRE

COUVERTS
CHRISTOFLE
ORFÈVRE

EXIGEZ CETTE MARQUE
ET LE NOM



CHRISTOFLE

SUCCURSALE DE BRUXELLES

58, RUE DES COLONIES

TÉLÉPHONE : 177.87

GASTON PHILIPS & C^{ie}

OPÉRATIONS COURANTES

Exécution des ordres de Bourse au comptant et à terme à Bruxelles, au courtage officiel, et aux Bourses étrangères aux meilleures conditions.

PAYEMENT DES COUPONS

PRÊTS SUR TITRES

Souscriptions sans frais à toutes les émissions. — Renseignements sur toutes valeurs cotées et non cotées. — *Vérification des titres.* — Toutes opérations de banque et de change. — *Correspondants sur toutes les principales places étrangères.*

BANQUE ET CHANGE

RUE MONTOYER, 4, BRUXELLES

Téléphones : Direction 352.02 Bureaux 303.88 — 319.92
Adresse télégraph. : PHILTON-BRUXELLES
Compte chèques postaux n° 7983

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE

Société anonyme fondée par arrêté royal du 28 août 1822

3, Montagne du Parc BRUXELLES

FONDS SOCIAL :

100,000 Titres de Capital . . fr. 100,000,000

100,000 Parts de Réserve . . fr. 250,628,393

Total . . fr. 350,628,933

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE

Le service d'agence de la Société Générale de Belgique est assuré en province par ses banques patronnées et leurs agences dans plus de 300 villes et localités importantes du pays.

SALLE MOMMEN

37, rue de la Charité, BRUXELLES

EXPOSITION PERMANENTE D'ŒUVRES D'ART

MAGASIN de vente de tous les articles pour les Beaux-Arts.

FABRICATION de toiles, couleurs et matériel pour Artistes-Peintres,

SPECIALITÉ : Emballage, transport et restauration d'œuvres d'art. — Gardiennat.

POUR LE NETTOYAGE
DE VOS APPARTEMENTS! Employez

L'électro Aspirateur MARELLI

à roulements à billes

Prix : 695 francs

DEMANDEZ-NOUS
BROCHURE ET
DÉMONSTRATION
GRATUITE

BEIRLAEN & DELEU
14, rue Saint-Christophe
BRUXELLES

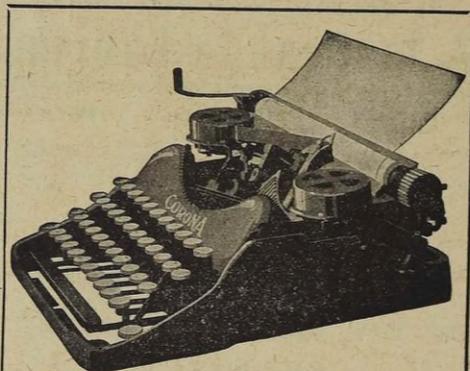
Décoration

G. Veraart

25, Place Van Meyel, ETTERBEEK (Bruxelles)

PEINTURE — DÉCOR
AMEUBLEMENT

ENTREPRISE GÉNÉRALE
DE DÉCORATION INTÉRIEURE



DES IDÉES & DES FAITS...

Des idées : Les constructeurs américains de la «CORONA» eurent les premiers l'idée de lancer une machine à écrire légère, donc plus pratique, et l'idée de la pourvoir d'un châssis en aluminium laminé, donc incassable.

Des faits : Merveilleusement perfectionnée, la Corona fut adoptée par tous les amis du progrès. Plus de 900.000 Corona sont actuellement en usage dans le monde entier, dont plusieurs milliers en Belgique.

Si vous voulez vous faire une IDÉE précise de la machine à écrire

CORONA 4

et vous rendre compte du travail qu'elle FAIT, adressez-vous aux

Etablissements O. VAN HOECKE

45, Marché au Charbon

BRUXELLES

Caisse Générale de Reports et de Dépôts

SOCIÉTÉ ANONYME

Siège social : BRUXELLES, rue des Colonies, 11

Capital : 20,000,000

Réserves : 26,000,000

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE

Comptes de Chèques et de Quinzaine

-- Dépôts de Titres et de Valeurs --

Lettres de Crédit -- Prêts sur Titres

- - - Coffres-Forts - - -

BUREAUX DE QUARTIER :

Place Bara, 14, Cureghem. Rue des Tongres, 60 - 62, Etterbeek.
Parvis St-Gilles, St-Gilles.
Place Sainctelette, 26, Molenbeek. Place Liedts, 18, Schaerbeek
Rue du Balli, 79, Ixelles.

MAISON DU LYNX

34, Rue de la Bourse, BRUXELLES

◆
Lunetterie
Optique
Juweliers
Baromètres
◆



◆
Faces à main
Articles de luxe
et ordinaires
◆

Execution soignée
des ordonnances de MM. les Médecins-Oculistes



Banque de l'Arrondissement d'Anvers

SOCIÉTÉ ANONYME

Siège social : Longue rue Neuve, 107-111 ANVERS
Succursale : Rue Théophile Roucourt, 2 BERHEM-lez-Anvers

Comptes chèques. — Ouvertures de crédit. —
Comptes à terme. — Comptes de quinzaine. —
d'épargne. — Location de coffres-forts, etc.

QUI S'HABILLE BIEN

S'HABILLE CHEZ

François Vanderlinden

Rue des Cultes, 17, BRUXELLES

Tapis Persans

Visitez la superbe collection de
Tapis d'Orient

21-22, place Ste-Gudule

G. CARAKEHIAN

LIBRAIRIE SAINT-LUC

MAISON LIELENS

R. VAN ESPEN-DUFLOT SUCC.

26, rue de la Montagne BRUXELLES

Missale romanum. — Breviarum romanum.
— Livres liturgiques. — Ascetisme. —
Grand choix de livres de prières et de
chapelets. — Imagerie religieuse. —
Cachets de 1^{re} communion.

Typographie — Lithographie. — Reliures.

◆◆ CARRELAGES ◆◆

J. Swartenbroeckx

6, Avenue de la Porte de Hal

Téléphone B 15911 BRUXELLES Téléphone B 15911

◆◆ REVÊTEMENTS ◆◆

CHOCOLAT**DU C ANVERS**LA GRANDE
MARQUE BELGE

La Voix de son Maître

La marque qui se trouve sur tous nos Gramophones et Disques
C'est le symbole de la suprématie

—
Demandez nos catalogues et l'adresse du revendeur le plus proche.

C^{ie} française du Gramophone

BRUXELLES
171, boulevard Maurice Lemonnier
65, rue de l'Ecuyer
42, place de Meir. Anvers.

Maison fondée en 1878 **VAN CAMPENHOUT Frères et Sœurs****François VAN NES Successeur**

13, Rue de la Colline, 13 -- BRUXELLES -- Téléph. : 227.64

TYPOGRAPHIE — LITHOGRAPHIE — PAPERIE — MAROQUINERIE
FABRIQUE DE RÉGISTRES — COPIE-LETTRÉS
CHAPLETS — ARTICLES DE BUREAU — LIVRES DE PRIÈRES.

Usine électrique : 36, Rue Vanderstraeten, 36, Molenbeck - Bruxelles

Lui : Poly, Poly,
Perroquet : Flor,
Flor,
Elle : Que dit-il?
Lui: En se mirant
il dit : Poliflor,
l'encaustique excellent que nous employons toujours p^r nos parquets et meubles.

Fabriqu^e par :
THE NUGGET POLISH C^o
of Belgium

LA MAISON DU TAPIS

BENEZRA

41-43, Rue de l'Ecuyer, 41-43 - BRUXELLES

TAPIS D'ORIENT, ANCIENS et MODERNES.
— MOQUETTES UNIES tous les tons. —
TAPIS D'ESCALIERS et D'APPARTEMENTS
— (divers dessins et toutes largeurs), —

CARPETTES DES FLANDRES ET AUTRES
— — (imitation parfaite de l'Orient). — —
TAPIS D'AVIGNON UNIS ET A DESSINS.

Les prix défient à qualité égale toute concurrence.

ATELIER SPÉCIAL POUR LA RÉPARATION DES TAPIS